

Faculté de Droit de l'Université de Paris

PAUL CHAMPDEMERLE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

LE PROBLÈME
DE LA MAIN-D'ŒUVRE
A L'ILE DE LA RÉUNION



PARIS
IMPRIMERIE RAOUL HUGNIN
41, Rue Davy, 41

22 Novembre 1929



Faculté de Droit de l'Université de Paris

LE PROBLÈME DE LA MAIN-D'ŒUVRE A L'ILE DE LA RÉUNION

Thèse pour le doctorat

Présentée et soutenue le 22 Novembre 1929

par

Paul CHAMPDEMERLE

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président : Monsieur MAUNIER, professeur

Suffragants : { Monsieur TRUCHY, professeur
Monsieur ALLIX, professeur



PARIS
IMPRIMERIE RAOUL HUGNIN
41, Rue Davy, 41

22 Novembre 1929

**La faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**



**A Monsieur mon président
de thèse.**

A ma mère

A mon père

Chevalier de la Légion d'Honneur
Notaire Honoraire
Ancien Conseiller Privé près le Gouvernement
de l'Île de la Réunion.

A ma famille

A mes compatriotes.

INTRODUCTION

**L'Ile de la Réunion — Histoire — Géographie — Races
Population — Colonisation.**

L'Ile de la Réunion, anciennement Ile Bourbon, fait partie de ce que l'on appelle l'archipel des Mascareignes du nom de don Pedro de Mascarenhas, amiral Portugais qui explora ce groupe d'îles pour la première fois en 1513. Ce nom de Réunion lui a été donné pendant la grande révolution pour commémorer la « réunion » qui s'était opérée le 10 août 1792 entre les Marseillais et les gardes nationaux chargés de la défense des Tuileries.

Située « au cœur de la mer des Indes », à l'extrémité Sud du grand continent Africain, l'Ile de la Réunion se trouve à 160 kilomètres de l'Ile Maurice à 700 k. à l'Est de Madagascar et à 11.000 k. de Marseille (ce qui fait trente jours par paquebot des Messageries Maritimes).

L'Ile affecte la forme d'une ellipse dont le grand axe de la Pointe des Galets à la Pointe Ango mesure 71 km. 200 le petit axe allant de St-Suzanne à St-Pierre mesurant 50 km. 600. Ses côtes se développent sur 213 km. et sa superficie est d'environ 2.500 km².

Son relief se compose de deux massifs montagneux, de 2.000 à 3.000 mètres d'altitude, reliés par un large col, plaine des Palmistes, Plaine des Cafres (1.600 mètres d'altitude) ; le massif Nord-Ouest a pour point culminant le Piton des Neiges 3.069 mètres, qui se continue par la chaîne des Salazes : c'est le sommet le plus élevé de tout l'Archipel des Mascareignes. Trois cirques d'effondrement (Cilaos, Mafatte et Salazie) d'un pittoresque et d'une beauté impressionnante s'agrippent au flanc de cette arête montagneuse.

Dans le groupe Sud-Est, le sommet le plus élevé est le cratère Dolomnieu ou Piton de la Fournaise (2.625 mètres), volcan encore en activité.

De nombreuses cascades se détachent de ces montagnes pour se transformer en rivières aux gorges escarpées et au cours limpide et clair (rivière Du Mât, rivière St-Etienne).

Administrativement, l'Ile se divise en deux arrondissements : la partie Du-Vent avec la capitale St-Denis (21.518 habitants) et la partie Sous-le-Vent avec St-Pierre (27.895 habitants) ; un chemin de fer dessert la majeure partie du tour de l'Ile qui possède également un port : La Pointe des Galets.

Sur la presque totalité du littoral, une zone verte, qui s'étend parfois sur une largeur d'une dizaine de kilomètres, forme la région principale des cultures ;

le terrain d'origine volcanique est riche mais pier-
reux, ce qui rend pratiquement impossible le travail
à la charrue. L'Ile s'adonne pour ainsi dire exclusive-
ment à l'industrie de la canne à sucre en dehors de
quelques féculeries de manioc, de vanilleries et de dis-
tilleries de certaines plantes à essences comme l'Ylang-
Ylang et le Géranium.

La population se compose de 173.910 habitants (re-
censement de 1921), ce qui fait 70 habitants par kilo-
mètre carré; elle se décompose ainsi :

1° les « créoles » (coefficient 2), blancs nés d'Euro-
péens venus dans la colonie à des époques diverses
mais relativement récentes ;

2° les « créoles des hauts » (coefficient 1) blancs
descendants des premiers colons Européens et qui
vivent sur les hauteurs de l'Ile ;

3° les « noirs » (coefficient 3) descendant plus ou
moins purs des affranchis de 1848 ;

4° les mulâtres (coefficient 2) alliance des blancs
et des noirs ;

5° les métis (coefficient 2) issus du croisement des
différentes races d'immigrants (Cafres, Indiens, Mal-
gaches).

La colonisation sérieuse et permanente de l'Ile, dé-
serte lors de sa découverte, ne commença qu'en 1665
avec l'apport par la flotte, de la Compagnie des Indes
de vingt paysans venant de France; en 1672, la colo-
nie reçut un complément de Français venus se réfug-
ier après le massacre de Fort-Dauphin, à Madagas-
car.

Au début, la mise en valeur des terres fut réalisée

par ces paysans de France qui réussirent fort bien dans ce pays au sol fertile et au climat alors très sain, mais bientôt les colons pour pouvoir étendre et développer leurs cultures, firent appel au travail des noirs d'Afrique; ce mouvement prit surtout de l'ampleur avec la Compagnie des Indes qui n'ayant en vue, que la quantité d'épices à exporter, poussa fortement au développement de cette pratique : l'esclavage était né.

1000 esclaves	en 1717	contre	900 blancs
20000	»	1767	» 4627 »
64000	»	1804	» 12106 »

L'orientation servile qui a été donné au travail à l'île de la Réunion, s'explique par la situation géographique du pays : La proximité de cette grande Afrique permettait de s'approvisionner d'un nombre de travailleurs qui, pour la petite île de la Réunion pouvait être considéré comme inépuisable; plus tard, après l'abolition de l'esclavage, se rappelant sa situation privilégiée come base navale sur la route des Indes, c'est vers cet immense réservoir que la Réunion tournera ses efforts en recourant au système de l'immigration.

Cette nécessité de rechercher une main-d'œuvre restera une des préoccupations constantes de la politique réunionnaise; nous nous proposons d'étudier ici cette question et de voir comment se pose le problème.

CHAPITRE I

L'Abolition de l'Esclavage (1848)

Comment elle fut réalisée par le Commissaire de la République Sarda — Garriga — Ses conséquences — Ses effets — Immigration et Esclavage.

L'abolition de l'esclavage a été la plus grande réforme sociale qui ait jamais bouleversée l'histoire de la Réunion; elle eut une répercussion importante sur l'économie du pays, et changea les conditions d'existence du travail; pourtant la crise qui s'ensuivit, quoique grave, fut moins aiguë qu'on ne s'y attendait.

D'ailleurs, certaines mesures avaient préparé l'émancipation : la traite des noirs avait été suspendue par une ordonnance royale de 1818, la révolution de 1830 fit proclamer dans la Colonie, l'égalité civile entre les diverses classes de la population : les esclaves affranchis qu'on appelait « les libres » prenaient ainsi déjà rang parmi les citoyens Français, depuis quelques années, les noirs avaient été évangilisés avec autant de zèle que de fruits, par des prêtres dévoués et les frères des Ecoles Chrétiennes, qui en attaquant

sans cesse l'oisiveté et en prêchant le devoir, allaient par leur influence personnelle, contribuer fortement à l'union des classes.

Mais tout l'honneur et le mérite de cette réforme reviennent sans contredit, au commissaire de la République : Sarda Garriga, envoyé à la Réunion pour appliquer le décret d'affranchissement; grâce au tact parfait et aux mesures prudentes qu'il prit, aucun trouble, aucune révolte ne s'ensuivirent. Ce fut le 18 octobre 1848 que le Commissaire de la République publia, en audience solennelle de la Cour, le décret d'émancipation au 20 décembre; il eut le bon esprit de faire fermer les clubs et d'ordonner par un arrêté prévoyant que tout esclave devait, avant le 20 décembre, être muni d'un engagement de travail, l'affranchi qui pouvait justifier de quelque moyen d'existence en était dispensé.

Sarda Garriga fit des randonnées dans les campagnes qui furent de véritables marches triomphales, partout des travailleurs se portèrent au devant de lui et l'accueillaient par des chants d'allégresse; aujourd'hui encore, le souvenir de « Papa Sarda » est resté vivace dans la mémoire des vieux noirs de la Réunion. Les colons acceptèrent avec calme, l'émancipation qu'ils considéraient depuis longtemps comme inévitable; par la perte de leurs esclaves, l'affranchissement leur coûta 94 millions, le gouvernement provisoire répartit entre eux, une indemnité de 41 millions; des maîtres conservèrent par bienveillance chez eux, les vieillards et les infirmes qui étaient sans ressource.

Mais, ce n'était pas tout d'avoir promulgué le décret

d'émancipation, un certain nombre d'arrêtés furent pris pour réglementer le travail; citons notamment les deux principaux, ceux du 27 Mars 1852 et du 13 Février 1852, sur la police du travail et sur le vagabondage, ordonnant aussi la création d'un atelier de discipline. En vérité, ce ne fut pas immédiatement que se firent sentir les conséquences de l'émancipation; les anciens esclaves, peut-être pour obéir un peu au Commissaire Sarda Garriga, avaient pris de nouveaux engagements avant d'avoir « palpé » même leur liberté; ce n'est qu'à la fin du premier contrat en 1849, qu'ils commencèrent à secouer la poussière des sucreries. Il y eut un mouvement vers les villes de la partie de la main-d'œuvre la plus civilisée, celle qu'on appelait « les noirs à talents »; une autre partie se réfugia dans les régions incultes de la colonie : sur les hauteurs; ils devenaient des sortes de fermiers de zone supérieure qui prenaient possession des terrains en faisant des « arrangements » avec les propriétaires : cultivaient ce dont ils avaient besoin pour leur nourriture et apportaient au propriétaire un tiers des fruits et des légumes.

Ce départ de main-d'œuvre annonça la crise de travail provoquée par l'émancipation.

Aurait-on pu empêcher cette dispersion des travailleurs ? Y avait-il un moyen de rattacher aux terres les nouveaux affranchis ? Peut-être oui (et nous nous rallions ici à l'opinion de Volcy Focard dans son livre « 18 mois de République à l'île Bourbon, 1863 », si l'on avait recherché et puni avec énergie les engagements fictifs, si les propriétaires ruraux avaient été

moins indifférents à l'abandon de leurs propriétés, si après 1849 ils avaient accordé une prime de réengagement (n'accordaient-ils pas, en effet, une prime aux immigrants qui renouvelaient leurs contrats) enfin si les municipalités avaient pris plus de soin dans la délivrance des livrets professionnels ou acte de dispense d'engagement qui était donné au premier affranchi venu.

Mais est-il bien vrai de dire que tout travail des affranchis ait complètement cessé ? est-il bien vrai de prétendre « qu'on ne devait pas tenir aucun compte des anciens esclaves et de leurs descendants » comme l'écrivait un auteur au courant de ces questions, Jules Delval (*Revue des Deux-Mondes*, 15 Avril 1860) ? Cependant avec Augustin Cochin dans son livre « L'abolition de l'Esclavage, 1861, » nous soutenons le contraire. On allègue, comme preuve de la difficulté d'obtenir du travail des anciens esclaves, la nécessité de lois spéciales sur la police du travail et sur le vagabondage, il faut remarquer que de tous temps les gouverneurs avaient dû lutter dans les colonies contre le vagabondage, d'ailleurs le décret du 13 Février 1852 ne fait qu'en donner une définition plus sévère, mais, pour l'application de la peine, il renvoie à l'art. 18 du Code Pénal. Néanmoins, si cédant à la première emprise de la liberté, les esclaves abandonnaient les campagnes, une fois l'ivresse passée, on remarqua bientôt un retour vers les champs ; Augustin Cochin déclare que depuis 1852 il y eut environ 7.000 engagés par an qui sont revenus sur les propriétés, en 1856 il

y avait 50.277 engagés, au moment de l'abolition il y avait 66.000 esclaves.

Le mouvement des affaires passe :

Période de 1843-47, une moyenne de . . . fr. 33.074.648

à période de 1852-57 fr. 72.324.705

Le chiffre des exportations passe :

de 12.620.600 fr. en 1847 ;

à 33.130.125 fr. en 1857.

La moyenne des immigrants étant de 40.000 de 1852 à 1857, admettons que les immigrants aient doublé le nombre de travailleurs : Or, le mouvement général des affaires a plus que doublé, le chiffre des exportations a presque triplé — les anciens esclaves y sont donc pour quelque chose et il est injuste de dire qu'ils n'étaient pas revenus aux champs et qu'il ne fallait tenir aucun compte de leur travail.

On nous dit encore, ce qui prouve bien que les affranchis avaient fui les terres, c'est que l'on était obligé de recourir à des immigrants pour les remplacer. Certes, on a fait venir des immigrants, mais si l'émancipation n'avait pas eu lieu, n'aurait-on pas continué à faire venir, comme pendant l'esclavage même, des travailleurs à la Réunion ? Seulement, maintenant c'est la forme qui change : On a recours à l'immigration.

Cette manière de recruter de la main-d'œuvre n'est d'ailleurs pas une conséquence de l'émancipation, son origine remonte à très loin : l'immigration est née de cette conception servile du travail qu'est l'esclavage; on peut dire qu'elle a été engendrée par cet esclavage même. Dès le 28 janvier 1826, un arrêté du

gouverneur réglemente l'introduction des Indiens à la Réunion et avant 1830, plus de trois mille d'entre eux avaient été introduits; en 1843, un autre arrêté réglemente l'introduction de mille Chinois. Ainsi plus de vingt ans avant l'abolition de l'esclavage, l'immigration était inventée; en 1848 au moment de l'émancipation, il y avait dans l'île 7.695 immigrants.

C'est ce qui a permis à Monsieur Lucien Wickers, de dire dans sa thèse sur l' « immigration réglementée à l'île de la Réunion » Paris 1911 : « La Réunion, d'ailleurs, en faisant appel à l'immigration, n'a pas fait œuvre nouvelle, originale, elle n'a pas fait non plus œuvre brusque : l'immigration ne s'est pas opposée à l'abolition de l'esclavage, elle a précédé cette abolition ».

CHAPITRE II

L'Immigration Africaine et Indienne de 1848 à 1860

L'immigration, maintenant unique moyen de recruter de la main-d'œuvre, va passer au premier rang et prendre une importance considérable. L'exemple n'était-il pas donné par la plus proche voisine de la Réunion, l'Ile Maurice, qui de 1843 à 1863 avait reçu plus de 300.000 Indiens et avait vu sa production sucrière passer de 65 millions de livres en 1835 à 235 millions en 1855 ?

Mais l'immigration ne sera pas laissée au bon vouloir des colons ; des mesures seront dès à présent, prises pour la réglementer : l'administration craignant dans son habituelle sollicitude de donner des concurrents aux nouveaux affranchis — arrêté du 11 juin 1849 où le législateur après avoir constaté l'insuffisance des travailleurs indigènes « dont le nombre, disait-il ne saurait désormais suffire à tous les besoins de l'industrie coloniale ; bien que l'introduction des travailleurs provenant du continent asiatique soit de-

puis longtemps autorisée, il importe de procéder avec prudence et de ne la permettre surtout que dans les proportions indispensables.

« Art. 1. — Il pourra être introduits des travailleurs Indiens jusqu'à concurrence du nombre qui sera déterminé chaque année par l'administration ».

1848 à 1860 est la période de tâtonnement de l'immigration qui finira par la convention de 1860 avec l'Angleterre, nous permettant de recruter de la main-d'œuvre dans l'Inde Anglaise. Ce qui dominera toute cette question de l'immigration, ce sera nos luttes avec l'Angleterre qui va essayer par tous moyens, de priver nos colonies de main-d'œuvre et de mettre ainsi notre production coloniale à sa merci.

L'Angleterre avait proclamé l'abolition de l'esclave dans ses colonies depuis déjà 1834, elle avait soutenu en France la partie abolitionniste en se posant en champion désintéressé et soi-disant par raison l'humanité; en vérité, ses idées humanitaires s'accordaient fort bien avec ses intérêts, puisqu'elle n'avait pas besoin de l'esclavage pour peupler ses colonies pouvant puiser impunément dans le vaste empire des Indes. Dès 1845, avant l'abolition, un débat à la Chambre sur le droit de visite révéla les intentions malveillantes de Londres; il s'agissait du droit de surveillance des croiseurs britanniques, arrêtant les négriers, pour ensuite, libérer leur cargaison d'esclaves et l'envoyer dans les colonies anglaises. Un bâtiment affecté par le gouvernement français « le Sénégal » qui transportait d'Afrique en Guyane des noirs destinés à l'atelier de l'administration locale avait été capturé par des

croiseurs anglais, l'équipage emprisonné et les noirs envoyés dans les colonies anglaises. La France protesta mais ce n'est qu'après maintes démarches qu'elle obtint satisfaction.

Comment recrutait-on les travailleurs après l'abolition de l'esclavage ?

Le recrutement des nègres en Afrique avait lieu par ce qu'on appelle « le rachat préalable » aux monarques de leurs esclaves; on ne pouvait pas dire que c'était inhumain, puisqu'au contraire, on retirait des mains de roitelets cruels des esclaves qui y étaient tombés à la suite de combats et de conquêtes, et qui devaient être massacrés ou revendus ! ! Seulement, comme de toute chose dont le contrôle est impossible découle trop souvent des abus, le rachat préalable fut employé quelquefois par certains négriers pour rétablir d'une manière détournée la traite.

L'Angleterre, par sa presse de Londres, écrivit des articles fulminants contre la France qui avait rétabli l'esclavage en fermant les yeux sur la traite clandestine faite par ses négriers; alors cédant à la pression du cabinet britannique, le gouvernement français en 1850, décida d'abandonner toute tentative de recrutement des travailleurs noirs.

Voilà où aboutissaient les manœuvres de l'Angleterre? Par esprit désintéressé et humanitaire ? L'Angleterre avait sû alors trouver une philosophie au service de ses intérêts ; mais lisons plutôt ces notes trouvées dans le cahier d'un officier de la marine française de cette époque et rapportées par Monsieur Costa-Lumio dans sa thèse sur « les origines de l'im-

migration dans nos anciennes colonies 1907 », notes démontrant bien les mobiles égoïstes de la politique anglaise : « Il est difficile de croire au désir ardent et désintéressé que manifeste si hautement, l'Angleterre de mettre un terme à la traite des nègres. Si elle était sincère elle prendrait d'autres mesures. Entre Sierra Léone et Accra par exemple, il y a sur une étendue de mille milles que deux endroits où se fasse la traite des nègres : Gallinas et New-Sesters. Des navires anglais croisent devant l'embouchure de ces deux rivières. Pour empêcher la traite ? nullement. Pour capturer les négriers, c'est-à-dire pour obtenir une récompense de 5 livres sterling par tête de négriers capturés et fournir des immigrants forcés aux possessions britanniques des Indes Occidentales. Aussi quand les négriers arrivent on les laisse passer ; quand ils chargent leur cargaison de chair humaine on s'éloigne et on ferme les yeux ; mais, dès qu'ils mettent à la voile on s'en empare. Mieux eut valu, direz-vous, leur interdire l'approche de ces deux rivières. Sans aucun doute, mais on n'eût pas eu alors de récompenses et d'immigrants ».

Les Colons Réunionnais ne pouvant se contenter des effectifs donnés par l'immigration Africaine, tournèrent également leurs vues vers les colonies françaises de l'Inde ; certains négociants de Pondichéry se chargèrent de recruter des Hindous destinés à l'immigration, ils avaient pour cela recours à des indigènes appelés « mestris » qui parcouraient le pays. Les « Mestris » enrolèrent-ils quelquefois des assujettis anglais des régions frontières ? Cela, peut-être, au

début, les autorités anglaises ne s'en préoccupèrent pas, mais bientôt elles cherchèrent à créer à ces recruteurs toutes sortes de difficultés; différents incidents eurent lieu, notamment celui de Monsieur Bédier-Prairie où l'on trouva dans l'embarcation française destinée aux immigrants, des Indiens qui furent reconnus sujets anglais. Désormais, les mestris opérant pour Pondichéry, sont arrêtés, les embarcations surprises transportant des coolies dans les eaux anglaises sont capturées, l'équipage emprisonné.

Ainsi l'Angleterre nous fermait le réservoir Indien. Sur tous les points elle triomphait dans sa politique, en Afrique comme en Asie, elle tenait maintenant à sa discrétion, le recrutement des travailleurs pour nos colonies.

De multiples protestations eurent lieu dans nos colonies. Comment, l'Angleterre ne poursuivait d'autre but en supprimant et en surveillant la traite que de s'opposer au libre développement de notre production coloniale ? et l'on se laissait intimider par les campagnes de presse et les menaces de Londres ! En 1852, sous la pression des colons français, l'empereur Napoléon III se décida à faire des démarches auprès de l'Angleterre pour obtenir la liberté d'action aux Indes comme en Afrique — le cabinet anglais fit la sourde oreille — Monsieur Théodore Ducos, alors Ministre de la Marine, décida de passer outre et de mettre l'adversaire devant les faits accomplis : on permit de nouveau le recrutement des noirs en état de liberté préalable. Le cabinet anglais protesta avec énergie : c'était un encouragement direct à la traite des noirs,

c'était incompatible avec les traités signés par la France pour l'abolition de l'esclavage ; Londres fit même intervenir les places étrangères pour exercer une pression sur nous : Un recrutement de noirs avait été autorisé par le gouverneur de Mozambique sur les côtes orientales de l'Afrique ; ce fut le gouvernement anglais qui prévint le cabinet de Lisbonne en lui adressant des représentations à ce sujet ; l'ordre de suspendre toute sortie de nègres arriva inopinément dans la colonie portugaise et, chose significative, ce furent des croiseurs britanniques qui apportèrent ces instructions et les notifèrent au gouverneur ! Des insinuations anglaises essayèrent aussi de mettre contre nous Wasinghton et Copenhague, une démarche de nos ambassadeurs dans ces deux villes, sur notre politique coloniale, nous fut cependant des plus défavorables.

Monsieur Théodore Ducos donna l'ordre de tenir tête aux prétentions anglaises, l'Angleterre resserra son contrôle aux Indes, différents incidents eurent lieu notamment l'affaire du Charles-Georges, bateau chargé d'immigrants recrutés aux Comores à destination de la Réunion et capturé illégalement par la marine du Portugal, poussé et soutenu par l'Angleterre. Napoléon III et son ministre ne cédèrent point et surent faire comprendre au gouvernement anglais qu'il devait se montrer moins intransigeant s'il voulait que la France renonçât à l'immigration Indienne et que celle-ci ne l'abandonnerait pas sans une compensation du côté de l'Inde.

Aussi en 1857, après maints pourparlers, l'ambassadeur anglais présenta à notre ministre des Affaires

Etrangères, un mémoire dans lequel il proposait au gouvernement Français de renoncer au recrutement des noirs par rachat préalable contre la participation reconnue à nos colonies à l'immigration des coolies de l'Inde. Ces offres aboutirent à la convention de 1860 pour la Réunion qui fut étendue aux autres vieilles colonies en 1861.

Le nombre d'immigrants introduits en 1848 à 1860 avait été assez considérable, voici le tableau :

Années	Africains	Indiens
1849	1	8078
1850	576	6598
1851	1	4107
1852	0	3383
1853	169	3181
1854	4298	9135
1855	4390	3097
1856	4125	2223
1857	3790	1449
1858	10008	1324
1859	5027	2394

Les résultats de l'immigration avaient été bons malgré tout, le commerce général dont la moyenne avait été d'environ 35 millions de francs de 1842 à 1844, avant l'immigration, atteignait en 1860, le chiffre de 90 millions.

La production sucrière moyenne qui avait été entre 1845 et 1849 de 22.460 tonnes atteignait en 1852, le chiffre de 29.494 tonnes, pour bondir en 1862 à 61.564 tonnes, l'île ayant à ce moment une armée de 72.954 immigrants.

CHAPITRE III

L'Immigration Indienne (1860-1882) Et essai de reprise de cette immigration (Convention de 1897)

Ainsi la fermeté du gouvernement impérial avait triomphé : un accord était signé. Mais quelles étaient ces conventions de 1860 ? L'Angleterre, pour répondre aux clameurs de joie des colons réunionnais renonçant-elle définitivement à vouloir interdire tout recrutement dans l'Inde ? au contraire, ne nous favorisait-elle pas ? puisqu'elle mettait à notre disposition ce vaste réservoir d'hommes ! Toutes sortes de garanties et de précautions étaient prises par les deux gouvernements, tout était prévu : contrôle, surveillance, protection des immigrants. Voici d'ailleurs une analyse sommaire de la convention : le recrutement des immigrants Indiens est confié à des agents spéciaux, choisis par le gouvernement Français et agréé par le gouvernement Anglais (art. 2). Dans les ports britanniques d'embarquement, les émigrants sont assistés

par des agents anglais préposés à cet effet ; dans les ports français de débarquement, ils sont reçus par un agent consulaire anglais (art. 5), Aucun embarquement ne doit avoir lieu sans qu'on se soit au préalable assuré que le contrat de travail est librement consenti par l'émigrant (art. 6), le contrat doit stipuler les conditions de l'engagement, le repos et la liberté accordé à l'engagé — la durée de l'engagement ordinairement 3 ans (art. 9, 10). Enfin des conditions de sauvegarde morale dans la répartition des travailleurs, aucun mari ne doit être séparé de sa femme, aucun père et aucune mère de ses enfants âgés de moins de quinze ans (art. 21), chaque contingent doit comprendre une proportion déterminée de femmes (art. 26), en outre à l'expiration, l'engagé a le droit d'être rapatrié gratuitement avec sa famille.

On pouvait croire qu'après ce contrat précis, détaillé, aucun ennui ne pourrait plus naître, mais la perfide Albion s'était une fois de plus jouée de notre enthousiasme ; son désir égoïste de vouloir toujours tenir à sa merci le recrutement de notre main-d'œuvre coloniale se manifesta dans la convention même de 1860 : art. 26 additionnel « néanmoins le gouvernement général de l'Inde Britannique aura la faculté de suspendre en tout temps, l'émigration pour une ou plusieurs des colonies française dans le cas où il y aurait lieu de croire, que dans cette ou ces colonies, les mesures convenables n'ont pas été prises soit pour la protection des émigrants immédiatement à leur arrivée ou pendant le temps qu'ils y ont passé — soit pour leur retour en sûreté dans l'Inde — soit pour

les pourvoir du passage de retour à l'époque à laquelle ils y ont droit ».

L'Angleterre conservait donc entre les seules mains de son gouverneur général de l'Inde, la possibilité de suspendre l'immigration des coolies ; il ne lui restait plus maintenant qu'à trouver des prétextes.

De 1860 à 1867, ce fut l'âge d'or pour les colons. En 1867, année de l'assimilation des sucres coloniaux au sucre métropolitain, une crise agricole provoquée par la concurrence du sucre de betterave paralysa la vie économique du pays. En 1869-70, la prospérité revint, néanmoins la situation économique de la colonie fut toujours difficile ; les salaires ne furent plus payés avec autant de régularité, les rapatriements devinrent tardifs ; la presse anglaise qui menait campagne demandait à grands cris la suppression de tout immigration avant même enquête.

Cette fois la rupture put être évitée, le gouvernement de la Réunion ne se laissa pas intimider et prit immédiatement des mesures pour empêcher le renouvellement des abus ; une commission locale fut nommée en 1879 pour codifier les règlements un peu confus, ce qui aboutit aux décrets du 30 mars 1881 et du 27 août 1887 qui organisent l'immigration ; voici défini les attributions du protecteur des immigrants :

Le protecteur des immigrants est nommé par le Président de la République, il est placé sous l'autorité directe du gouverneur, il assiste de droit au Conseil Privé avec voie consultative lorsqu'il y est traité des questions concernant l'immigration. Il a dans ses attributions, la protection générale des travailleurs, le

contrôle et l'introduction des immigrants et la conclusion de leur contrat d'engagement; il veille à la tenue des registres de l'immatriculation; il veille à la tenue des registres de l'immatriculation, à l'inscription des transferts, des résiliations d'engagements, des naissances, des mariages, etc... Le protecteur des immigrants visite, personnellement, au moins une fois par an, les habitations, ateliers agricoles ou industriels. Il a seul qualité pour représenter les immigrants dans leurs actions judiciaires, des syndics cantonaux et des syndics auxiliaires, sont chargés d'aider le protecteur des immigrants.

En 1882, l'Angleterre mécontente d'avoir laissé échapper l'occasion de rupture trois ans auparavant, prétextait d'un incident insignifiant pour réaliser ses projets : deux Indiens avaient été frappés sur une propriété par leurs engagistes, sur la plainte des Indiens les engagistes avaient été condamnés à de forts dommages-intérêts et les Indiens avaient été confié à un autre maître. Comme déjà en 1876, le gouvernement anglais avait supprimé l'immigration à la Guyane, il faisait savoir qu'il fallait considérer l'immigration à la Réunion comme virtuellement suspendue; les colons demandèrent une enquête qui fut, par la suite favorable à la Réunion, le gouvernement de l'Inde n'attendit pas même le résultat de l'enquête, s'appuyant sur l'art. 26 additionnel de la convention de 1860, il passait outre et suspendait la convention.

Les effets de la suppression de l'immigration ne tardèrent pas à se faire sentir; le nombre des immigrants passa de 60.000 en 1880 à 40.000 en 1890, pour

tomber à 23.000 en 1898, les surfaces employées à la culture de la canne à sucre diminuèrent considérablement de 60.000 hectares en 1862, à 32.000 en 1900, soit environ 50 % d'après Monsieur Colson, alors Président de la Chambre de Commerce à la Réunion.

Les Réunionnais quoique fortement touchés dans leurs intérêts, ne se laissèrent pas abattre par les événements : à partir de 1880, on remarque une série d'efforts faits dans le but de moderniser l'outillage et de généraliser l'emploi de la culture intensive, aussi malgré la forte diminution du nombre des travailleurs, la production sucrière se maintint-elle autour de 40.000 tonnes.

Essai de reprise de l'Immigration Indienne

Convention de 1897

Mais fallait-il renoncer définitivement à l'immigration indienne ? Il n'y avait eu au fond, rien de grave, la Convention de 1860 n'avait même jamais été abrogée, elle était simplement suspendue ; des campagnes de presse eurent lieu à la Réunion, et sous la pression des colons, les négociations reprirent avec l'Angleterre.

Ce ne fut que quinze ans plus tard après de longs pourparlers que fut mise sur pied la nouvelle convention du 23 décembre 1897, similaire à l'accord de 1860 mais avec quelques demandes de plus du Cabinet Anglais :

1° Les frais de rapatriement des Hindous libérés devaient être inscrits au budget local parmi les dépenses obligatoires ;

2° Le recrutement ne pouvait être effectué que dans

les ports de l'Inde désignés par le gouvernement britannique ;

3° La clause la plus importante à laquelle tenait particulièrement l'Angleterre : le maintien de la nationalité anglaise aux fils d'immigrants nés dans le pays, ce qui avait aussi pour conséquence de les libérer de nos lois militaires et de leur accorder le bénéfice du rapatriement suivant la convention de 1860 « Le droit de l'immigrant au rapatriement s'étend à sa femme et à ses enfants ayant quitté l'Inde âgés de moins de 10 ans et à ceux qui sont nés dans la colonie ».

Aucune difficulté pour l'acceptation des deux premières clauses mais pour la troisième, une nouvelle loi était intervenue en 1889, déclarant que tout individu né d'un étranger en territoire français, était Français (art. 8 du Code Civil) ; certains soutenaient que cet article 8 du Code Civil devait recevoir ici, son application générale et qu'il fallait recourir à une nouvelle loi pour permettre aux fils d'immigrants anglais nés à la Réunion, d'être sujets Anglais.

Écoutons plutôt l'analyse juridique des textes, faite par Monsieur Couturier, ancien magistrat et alors Directeur du Crédit Foncier Colonial (brochure sur la reprise de l'immigration Indienne 1905).

« Ne peut-on pas, dit Monsieur Couturier, considérer la convention de 1897 comme modificatrice de la convention de 1861, convention qui n'a pas été dénoncée et qui, par conséquent, de plein droit, pourrait recevoir son application si le gouvernement en levait la suspension.

« La Convention de 1897 n'est-elle pas simplement

une convention additionnelle à celle de 1861 qui concluant antérieurement à la loi de 1889 sur la nationalité, échappe aux dispositions de l'art. 8 du Code Civil, d'après le texte même de cet article qui est ainsi conçu :

Sont Français :

1^o

2^o

3^o

4^o Tout individu né en France d'un étranger et qui, à l'époque de sa majorité est domicilié en France, à moins que dans l'année qui suit sa majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française, il n'ait décliné la qualité de Français, et prouvé qu'il n'ait conservé la nationalité de ses parents
sauf les exceptions prévues aux traités.

« Ce dernier membre de phrase « *sauf les exceptions prévues aux traités* », ne signifie-t-il pas sans équivoque, que le législateur 1889 en appliquant d'office la nationalité française à toute une catégorie nouvelle d'individus — les enfants nés en France d'un père étranger — et en imposant à ceux d'entre eux qui voudraient se soustraire à cette application, l'obligation de justification individuelle, a reconnu que ces dispositions nouvelles pouvaient se heurter à des conventions diplomatiques et aller à l'encontre d'obligations contractuelles prises antérieurement par la France vis-à-vis des puissances étrangères; que le législateur n'a pas voulu qu'il en fut ainsi et qu'il a réservé et excepté formellement des nouvelles dispositions, l'application des traités existants.

« Une loi d'exception n'apparaît donc pas comme nécessaire, un décret même semble inutile. Il suffirait que le gouvernement Français fit part à l'Angleterre de son intention d'appliquer aux enfants d'engagés non l'article 8 nouveau du Code Civil, mais la Convention de 1861, modifiée sur quelques détails ».

Ce raisonnement inattaquable et qui avait rencontré l'approbation d'autres hommes éminents, notamment de Messieurs Crépin et A. Hugot, dans un rapport sur la question de la main-d'œuvre à la Chambre d'Agriculture de la Réunion en 1905 et de Monsieur Cazottes, sous-directeur au Ministère des Affaires Etrangères, ne fut pas la solution adoptée par la Chambre des Députés. Monsieur Delcassé, alors Ministre des Affaires Etrangères, exigeait du Parlement une loi d'exception pour reconnaître aux fils d'immigrants, nés dans la Colonie, la qualité de sujets Anglais et les faire échapper à la loi militaire en vigueur à la Réunion.

Cependant, l'accord allait aboutir, déjà la commission de l'armée s'était prononcée favorablement sur la demande de l'Angleterre, lorsque les représentants de la Réunion se déclarèrent adversaires de l'immigration indienne sous prétexte que la présence de milliers d'Indiens, sujets anglais à la Réunion, mettrait notre colonie en péril, en cas de conflit armé avec l'Angleterre.

Nous est-il permis de poser une question ici : Comment donc avait-on fait jusqu'à présent ? N'avait-on pas reçu des milliers et des milliers d'Indiens qui étaient sujets Anglais et quelle sorte de péril avait

traversé l'Ile ? Quoi ? pour quelque centaine d'enfants d'immigrants qui naissaient par an à la Réunion allait-on laisser s'échapper l'occasion de reprendre cette immigration dont le pays n'avait eu jusqu'à présent qu'à se louer ?

Devant l'attitude hostile des députés de la Réunion, la colonie entière protesta. Voici un câblogramme adressé à l'Union Coloniale Française, par Monsieur André Blay, alors Président de la Chambre de Commerce de la Réunion, membre du Conseil Privé.

Port-Louis (Ile Maurice)

La Commission de permanence du Conseil général, les Chambres d'Agriculture et de Commerce et le Syndicat Agricole protestent service militaire Indiens, désavouent attitude de Mahy. Vous adjure prendre notre défense.

Signé : BLAY.

Mais il était trop tard, les protestations furent vaines et la Réunion cette fois-ci par sa faute, perdit l'occasion d'un nouveau recrutement dans l'Inde.

Cette reprise de l'immigration indienne aurait-elle donnée des résultats durables ? Nous avons vu la mauvaise volonté de l'Angleterre qui, à tout moment ne cherchait que des prétextes de rupture; mais enfin nous nous trouvons ici en présence d'un fait : un accord qui allait être signé avec l'Angleterre, et c'était une manifestation formelle de notre volonté qui avait empêché la signature de cet accord. Après tout, cette convention mort-née de 1897, aurait pu durer autant que celle de 1860 : c'est-à-dire plus de 20 ans !

Des efforts furent encore tentés postérieurement. Voici comment s'exprime à ce sujet, le Sénateur de la Réunion, Monsieur Drouhet à une assemblée plénière des Chambres d'Agriculture et de Commerce en 1904 (Bulletin de la Chambre d'Agriculture) « La Convention de 1897 sera modifiée ou ne sera pas. Et vous pensez Messieurs que pour être agréable à la France, la Grande-Bretagne serait disposée à nous rendre l'immigration Indienne, qui est non supprimée, mais suspendue depuis 25 ans.

« Pour moi, je n'en crois rien. Je ne saurai oublier qu'en 1892, 1893 et 1895 nous avons échoué, malgré le concours d'influences aussi puissantes qu'autorisées. Est-ce seulement parce que des correspondances et certains journaux représentaient à cette époque la colonie comme opposée à l'immigration ? N'est-ce pas plutôt parce que l'Angleterre n'en veut pas ? Le gouvernement anglais comprend l'intérêt de son pays à sa façon, et agit en conséquence, et si l'intérêt de son pays lui commande de ne pas être favorable à une petite île comme la Réunion, ce qui peut bien être, comment seront accueillies les ouvertures qui lui seront faites pour modifier la nouvelle convention ».

Nous verrons les résultats de l'immigration Indienne dans le chapitre VI, sur les résultats généraux de l'immigration.

CHAPITRE IV

Tentatives de recrutement de main-d'œuvre à Java, au Tonkin, en Chine, aux Comores, à Madagascar, au Mozambique - Différentes races d'immigrants.

Avec la fin de l'immigration indienne, le problème de la main-d'œuvre reprit son importance capitale, et c'est avec la dernière énergie et la ténacité qui leur sont coutumières, que des colons réunionnais cherchèrent les solutions pour le résoudre. « L'emploi des engrais fut généralisé ainsi que celui des instruments agricoles, les usines se centralisèrent dans une certaine mesure et d'importantes dépenses furent faites pour en améliorer l'outillage et réduire le plus possible la dépense de main-d'œuvre. Cet effort considérable entraînant de grandes dépenses trouva sa récompense dans le maintien de la production de la colonie, malgré la constante diminution du nombre des immigrants » (Hugot et Crépin, Reprise de l'immigration Indienne 1905).

Le manque de travailleurs se faisait néanmoins sentir et déjà obligeait à la fermeture de différentes ex-

exploitations agricoles : celles du Baril et de la Trinité à Saint-Philippe.

« Ce qui se passe à Saint-Philippe va bientôt se produire à Saint-Rose qui est après Saint-Philippe, la localité la moins bien partagée au point de vue de main-d'œuvre. Les deux usines à sucre qui s'y trouvent, sont de plus en plus gênées par le manque de bras et sont déjà obligées de réduire leurs surfaces cultivées. Ainsi la production de cette commune en sucre, diminue fortement et en même temps comme conséquence forcée le commerce décroît et la misère augmente au milieu de cette population très aisée, il y a peu d'années encore ». (Hugot et Crépin 1905, même ouvrage).

Quel plaidoyer plus émouvant pourrait-on faire en faveur d'un nouveau recrutement de travailleurs ? aussi des comités se formèrent, les colons associèrent leurs efforts et la Réunion reprit son courageux périple à la recherche d'une main-d'œuvre à travers les continents.

Des pourparlers de recrutement eurent lieu en 1884 à Madagascar, et les négociations allaient aboutir avec la reine des Hovas lorsque l'Angleterre vint rappeler au Gouvernement Français que ce recrutement était contraire aux lois en vigueur dans le pays et aux traités que nous y avons passés. En 1886 la note suivante paraissait à l'*Officiel* « Messieurs le Président Général de France à Madagascar et le Commandant de la division navale ont informé Monsieur le Gouverneur de la Réunion que conformément aux ordres des Ministres de la Marine et des Affaires Etrangères, tout

recrutement ou engagement de travailleurs malgaches sur quelque point des côtes de Madagascar que ce soit, est rigoureusement interdit ».

La Grande-Comore de 1896 à 1903 fournit à la Réunion plus de mille travailleurs et l'Île Mayotte contribua à augmenter aussi son armée d'immigrants. On s'adressa également aux Portugais pour obtenir des Quilimanes, des essais d'immigration de ce côté, donnèrent de bons résultats, mais cessèrent au moment des guerres de l'Afrique du Sud avec l'Angleterre et de la mise en exploitation des mines très riches du Transvaal, l'Angleterre ayant passé un contrat de longue durée et très rémunérateur avec les colonies du Mozambique, pour un chiffre annuel très important de main-d'œuvre. Des pourparlers avec le Tonkin et Java amenèrent quelques Tonkinois à la Réunion, mais le prix de revient de cette main-d'œuvre était trop élevé. De Fontchéou arriva un millier d'hommes que le bérubéri décima rapidement. Enfin la Chine donna également un contingent d'immigrants, mais les Chinois se révélèrent inaptes au travail de la terre et avaient des tendances très caractérisées au petit commerce de détail dont ils sont maintenant les maîtres.

Le nombre total de travailleurs introduits dans l'Île fut assez minime de 1888 à 1905 il y en eut 5064.

Quelle est la valeur des différentes races d'immigrants à la Réunion ?

Les Africains sont très robustes, mais livrés à eux-mêmes, ils ne rendent pas les services qu'on pouvait

attendre d'eux, ils se trouvent à la Réunion plus particulièrement chez eux et se mêlent volontiers à la population du pays, après leur engagement ils restent facilement dans la colonie.

Les Indiens constituent une bonne main-d'œuvre; souples et plus intelligents que les nègres, ils s'adaptent aussi bien aux travaux d'agriculture qu'à ceux industriels, mais ils n'ont pas la force de l'Africain; ils vivent entre eux et ne se mêlent qu'au bout d'un certain nombre d'années à la population.

Les Chinois, comme nous l'avons dit, ont un tempérament essentiellement mercantile, ils s'adonnent plutôt au commerce de détail; les Malgaches eux, font preuve avant tout d'un grand esprit d'indépendance.

La moralité de ces immigrants varie suivant la race à laquelle ils appartiennent : des statistiques déclarent qu'à la Réunion, des crimes étaient commis dans les proportions suivantes : 1 pour 300 esclaves, 1 pour 60 Indiens, 1 pour 13 Chinois; de 1922 à 1927, un nombre de trois mille Malgaches (Antandroys) ont séjourné à la Réunion; pas un crime n'a été commis par eux.

CHAPITRE V

La question actuelle de l'Immigration Malgache

Section I. — Un recrutement de main-d'œuvre est-il possible à Madagascar pour la Réunion ?

Section II. — Etude de l'Immigration des Antandroys 1922-1927.

Des relations suivies existent depuis fort longtemps entre la Réunion et Madagascar et nous voyons, au début même de la colonisation en 1672, les colons chassés de Fort-Dauphin venir se réfugier et s'abriter à Bourbon.

Au cours du 19^e siècle, il y eut quelques apports d'immigrants, soit des prisonniers de guerre dont le nombre fut toujours réduit, soit des immigrants recrutés par les négriers, mais, comme nous l'avons déjà dit, l'Angleterre était intervenue nous rappelant que ces recrutements de travailleurs étaient contraires aux lois en vigueur dans le pays et aux traités que nous y avions passés.

Aussi, c'est avec joie, que les Réunionnais virent en

1895 tomber sous notre domination la grande île de Madagascar dont la conquête avait été décidée après une énergique intervention du député de la Réunion, François de Mahy, alors ministre de la marine et à laquelle conquête avaient contribué de nombreux bataillons de volontaires réunionnais plus endurcis au climat que les troupes métropolitaines.

Les habitants se montrèrent pleins d'espoir ; ils se réjouissaient de trouver aux portes de leur île ce grand pays qui représentait un centre de recrutement suffisamment populeux pour toutes les demandes de la petite île de la Réunion.

Des démarches furent faites à Paris et, dès 1897, le gouvernement général de Madagascar accordait l'autorisation demandée en restreignant cependant la faculté de ces recrutements à la Côte Ouest. A partir de cette date jusqu'en 1902, la Réunion reçut environ 400 Malgaches sans compter ceux qui comme domestiques étaient venus dans le pays et s'étaient mêlés à la masse ; les contingents d'immigrants ne furent ainsi jamais ni très nombreux ni très considérables et à peine commençait-on à s'organiser que le gouvernement général de Madagascar donnait l'ordre en 1902 d'interdire la sortie de tout travailleur. La raison invoquée ? « Madagascar, disait-il, ne saurait distraire de son sol, aucun de ses travailleurs au profit d'une colonie quelconque. La colonie manque elle-même de bras pour son agriculture, les travaux entrepris et à entreprendre, elle songe aussi à faire appel à l'Inde, à la Chine » (télégramme envoyé à un agent recruteur de la Réunion accrédité auprès de Madagascar).

Section I. — Un recrutement de main-d'œuvre à Madagascar est-il possible pour la Réunion ?

Pour des esprits qui ont l'habitude de considérer toutes choses suivant les usages et les coutumes de l'Europe, un pays une fois et demi grand comme la France et peuplé de quatre millions d'habitants est certes un pays dépourvu de main-d'œuvre ; mais si nous remarquons qu'il s'agit ici d'un problème de main-d'œuvre coloniale, d'un pays, habité par des populations non encore éduquées, dont l'industrie et l'agriculture se trouvent à un stade infiniment moins avancé que celui des pays d'Europe : c'est sous un angle différent que nous devons nous placer et, à notre avis, la solution du problème semble être ici tout autre.

Dans une question de main-d'œuvre coloniale deux faits prennent une importance considérable :

- 1) les rapports entre la population de cette colonie et ses besoins en main-d'œuvre ;
- 2) le rendement du travail de l'indigène du pays.

De la population de Madagascar avec ses besoins en main-d'œuvre.

En 1902, on nous déclarait déjà : Madagascar manque de travailleurs pour son agriculture ; elle songe aussi à faire appel à l'Inde et à la Chine. Et pourtant ! l'économie du pays s'est développée d'une manière remarquable depuis 1902, et, pour cela, Madagascar n'a eu recours qu'à ses propres indigènes ! Où donc

est-ce ce manque de main-d'œuvre jusqu'à aller prétendre qu'on songeait même à faire appel à l'Inde et à la Chine ?

Mais voici plutôt ce que dit Monsieur Viérne, un colon bien connu qui habite Madagascar depuis 25 ans et qui connaît parfaitement les différentes peuplades et la situation économique au point de vue agricole. Monsieur Viérne s'est occupé avec succès, il y a quelques années de recruter dans le Sud et l'Est de la grande Ile, trois mille travailleurs pour le compte des colons de la province de Sambirano et de Mossy-Bé. Il s'exprime ainsi dans sa brochure « Projet de recrutement de main-d'œuvre à Madagascar (1921, Imprimerie Drouhet, Saint-Denis-Réunion) » :

« La légende du *manque* de main-d'œuvre a assez vécu et chiffres de populations en mains, nous allons la détruire.

Toute la région Sud-Est de Madagascar limitée au nord par la voie ferrée de Tananarive à Tamatave, à l'ouest par la falaise du plateau central, au sud par la lisière sud de la province de Farafangana et à l'est par la mer, est un réservoir d'hommes où la colonisation de toute l'Ile peut puiser abondamment sans absorber toutes les disponibilités.

Dans cette région le littoral seul a vu se développer les cultures riches entreprises par l'européen alors que tout l'intérieur est encore en jachère et le restera forcément longtemps encore par suite du manque absolu de voies de communications et de moyens de transport et des conditions climatiques qui ne permettent guère à l'européen d'y entreprendre une œuvre durable dont l'achèvement aurait pour première condition, le sacrifice de la santé et même de la vie du planteur.

Dans les limites que nous avons indiquées plus haut, vit une population dont le chiffre minimum est de 600.000 et dont le détail est le suivant.

Province de	Vatomandry	134.000
»	Mananjary	116.000
»	Farafangana	313.000
District	d'Ifanadiana	18.000
»	Ambohimanga	16.000
»	Ambatolampy	13.000
Total		610.000

En regard de ce chiffre quel est celui des employeurs et celui des indigènes employés.

D'après les statistiques officielles, nous trouvons toujours pour la même région, un maximum de 150 employeurs et d'après les renseignements recueillis par nous-même sur les lieux, le chiffre des *employés réguliers*, et je souligne cette dénomination n'atteint pas 20.000, alors que d'après la proportion d'hommes adultes, les chiffres officiels accusent un disponible de 150.000 indigènes bons pour le travail.

Il reste donc 130.000 indigènes mâles à la disposition de la colonisation.

Si l'on veut maintenant tenir compte de tous les besoins en main-d'œuvre des différentes régions de l'Ile en prenant pour base celle où la colonisation est le plus importante (Nosy-Bé) dont tous les besoins ont été satisfaits par nous en 1919 et 1920, par un recrutement portant sur 3.000 engagés, nous arriverons au chiffre maximum de 30.000 indigènes susceptibles, si tous les besoins accusés étaient réels, d'être employés dans les autres Provinces de l'Ile où la main-d'œuvre est rare.

Il reste donc encore 100.000 indigènes mâles disponibles.

On projette de grands travaux pour lesquels on estime un chiffre de 20.000 hommes nécessaire à leur exécution.

Notre chiffre de disponible se réduit à 80.000. Mais la liste des besoins est épuisée et en laissant une marge de 20.000 pour tous les besoins imprévus, nous nous trouvons devant un disponible réel de 60.000 *indigènes* constituant une réserve de main-d'œuvre inutilisée et inutilisable pour Madagascar.

Ce chiffre s'accroît du reste chaque année en même temps que celui de la population qui suit une courbe ascendante alors que celui des colons employeurs reste stationnaire.

Et Monsieur Vierne répond à la question : que font ces 60.000 indigènes ? ils ne font rien et vivent misérablement ; ils ne peuvent rien faire pour sortir de leur misère, cette région n'offrant aucun débouché et ne produisant pour ainsi dire rien si ce n'est quelques sous-produits de la forêt exploités par des indigènes. Que Madagascar se plaigne du manque de main-d'œuvre et que la question d'un recrutement à Java ait été envisagée il répond encore : *c'est du bluff*.

Mais ce *bluff* est cousu de fil blanc et le Gouvernement de Madagascar lui-même n'ignore pas que pas un de ceux qui jettent ces cris de détresse n'accepterait au moment voulu de s'engager à participer à un recrutement aussi onéreux alors qu'ils ont sous la main plus d'hommes qu'il ne leur en faut, et qu'ils payent très mal ou pas du tout la main-d'œuvre qu'ils emploient.

En effet si nous reprenons les documents officiels, nous y trouvons les indications suivantes :

Mananjary salaire mensuel	12.50
Vatomandry salaire mensuel	12.50
Farafangana salaire mensuel	15.00

pour le personnel agricole et pour ces trois mêmes provinces — 20.00 par mois pour les autres ouvriers.

Ce sont les prix pratiqués par les employeurs qui payent leur main-d'œuvre déclarée et inscrite officiellement.

Mais, et là encore la preuve est faite et c'est de notoriété publique, une grande partie pour ne pas dire la majeure partie de la main-d'œuvre agricole n'est pas payée et se trouve sous le régime des *contrats fictifs*.

Et nous parlant des avantages des contrats fictifs pour l'indigène et pour l'employeur :

Plus d'impôts à payer, plus de prestations, plus de corvées, mais seulement en échange l'obligation de fournir au concessionnaire une journée gratuite de travail par semaine ou quelques kilos de cire par an ou encore quelque'autre rede-

vance insignifiante pour lui mais dont la multiplicité représente pour l'employeur un réel bénéfice.

Nous voyons donc immédiatement vers quel but tend cette comédie, de quel rapport est le bluff du manque de main-d'œuvre : maintenir coute que coute à portée de la main ce grenier d'abondance où l'on puise abondamment un élément de travail médiocre, soit ! mais gratuit, ou tout au moins à vil prix, et nous comprenons sans peine que ces gens-là s'élèvent avec véhémence contre tout recrutement de main-d'œuvre fait dans leurs régions aussi bien au bénéfice de l'extérieur que des autres Provinces voisines.

Et Monsieur Vierne raconte le fait que dans la province de Vatomandry, de 1920 à 1921, l'administration fournissait elle-même de la main-d'œuvre aux colons qui en demandaient ; un roulement était établi qui amenait chaque mois sur la concession un nombre déterminé de travailleurs ; et, fait caractéristique que donnera une idée des disponibilités de main-d'œuvre : ces indigènes ne travaillaient qu'un mois sur 12 ce qui représentait 12 indigènes pour un employé pendant l'année sur la même concession. Il est impossible de prétendre que c'est une région pauvre en hommes qui permet un pareil usage !

Climat terrible pour l'européen, très dur aussi pour l'indigène détruisant toute possibilité de colonisation, chemins impraticables ne permettant que le portage à dos d'hommes.

La seule ressource qu'ont ces gens-là pour sortir de leur misère c'est de quitter leur pays, cette forêt inhospitalière.

Nous en arrivons ainsi au recrutement qui peut s'effectuer sous les conditions normales, l'élément disponible étant considérable et acceptant de se mettre au travail et de s'expatrier, si on lui garantit salaire convenable et bons traitements.

La preuve indiscutable en a été faite par le recrutement que nous avons effectué en 1920 dans ces régions où plus de 3.000 indigènes se sont librement engagés pour aller travailler sur les plantations ou dans les usines de Nosy-Bé et du Sambirano emmenant avec eux femmes et enfants,

Les colons de Madagascar se plaignent du manque de main-d'œuvre, mais, peut-être en auraient-ils plus qu'il ne leur en faudrait, en la payant un peu mieux, d'une façon moins dérisoire ! On parle aussi de futurs grands travaux à Madagascar, de constructions de chemins de fer, de routes, de ports ; mais, n'oublions pas, qu'avec le développement des voies de communication, avec la modernisation de l'industrie et de l'agriculture, il y aura une grande récupération de main-d'œuvre : le portage à dos est encore une chose assez courante dans certaines régions de Madagascar et qui demande beaucoup de main-d'œuvre, la possibilité d'amener et d'employer des machines, aura pour conséquence, une économie de travailleurs. Ce phénomène s'est manifesté d'une manière éclatante à la Réunion en 1880, au moment où le pays perdait la moitié de ses immigrants (de 40.000 à 20.000), sa production sucrière arriva à se maintenir au chiffre antérieur grâce à une modernisation de l'industrie et de l'agriculture.

Du coefficient de rendement du travail du Malgache.

Nous nous trouvons à Madagascar, en présence de certaines peuplades qui n'ont jamais travaillé, dans une partie du pays la vie est excessivement simple et facile : d'immenses troupeaux de bœufs, dits zébus vivent en liberté, on trouve partout des fruits de toutes sortes ; que faut-il de plus au Malgache pour vivre si ce n'est quelques cultures de céréales qui s'étagent dans des rizières ?

Le Malgache est ennemi de l'effort ; pour celui qui

a parcouru les villes de Madagascar, quelle quantité d'indigènes ne trouve-t-on pas à flâner dans les rues et à ne rien faire ?

Mais ce n'est pas tout d'avoir une main-d'œuvre, il faut l'amener, l'habituer au travail : l'éducation du travailleur, voilà la première chose à faire pour ces populations qui ne savent pas ce que c'est que le labeur. Et Madagascar l'a si bien compris cette éducation au travail, que ses hommes des contingents militaires sont employés aux travaux publics pour inciter le soldat indigène à devenir un travailleur. Et comment mieux les habituer à l'ouvrage si ce n'est en les mêlant à une population déjà laborieuse, en les encadrant de travailleurs déjà éprouvés et qui peuvent en même temps leur faire connaître les multiples besoins de la civilisation : ce qui les forcera à travailler, à gagner de l'argent pour pouvoir satisfaire ces désirs nouveaux.

Voici quelques passages que nous extrayons du rapport tout récent de Monsieur Henri de Busschère, délégué du Gouvernement Général de Madagascar à la Protection des travailleurs Autandroys, sur *les Malgaches à la Réunion*, paru à Saint-Denis le 1er Décembre 1925.

« Tout ce que je puis affirmer concernant les Autandroys, c'est qu'il me paraît bien difficile, sinon impossible de les employer dans toute contrée reliée à la leur par un chemin. Si bien traités qu'ils puissent être, leurs goûts nomades, le peu de cas qu'ils font de la distance du moment qu'il s'agit d'aller au Kabary, la force d'inertie qu'ils savent opposer, les inciteront

toujours à quitter les chantiers sous un prétexte futile et à prendre la brousse.

« C'est une main-d'œuvre de laquelle on n'est jamais sûr et qui vous échappe au moment où l'on croit précisément pouvoir compter sur elle, sur son affection et sur son attachement.

« Elle n'a résisté à son penchant à la Réunion que devant l'impossibilité de prendre la mer et de s'en aller.

« L'antandroy a son existence régie par deux tentations qui le dominent en rafale « le bœuf » et « la liberté ».

Et voici, dans le même rapport : les antandrois au moment où ils ont quitté la Réunion.

« Le départ des Antandrois a provoqué dans le pays un mouvement de curiosité. On s'est aperçu à ce moment de la transformation qui s'était opérée chez ces Malgaches débarqués en 1922, à moitié nus, maigres et sales, couverts de lambas usés et qui s'en retournaient proprement vêtus de costumes de toile ou de drap, coiffés de casques ou de casquettes, la majorité portant souliers et jambières, tous des ceintures, des chemises, des cols, des cravates, pliant sous le poids de leurs bagages.

« Non seulement ces hommes et ces femmes se trouvaient heureux d'être habillés, — la plupart grâce à leur patron — mais ils s'exprimaient en français, les plus intelligents ayant appris à lire.

« La variété des occupations imposées aux Malgaches est suffisamment grande pour que l'on puisse affirmer qu'ils rentrent à Fort-Dauphin, sachant travail-

ler et pouvant être utilisés partout, aux champs, sur la route, à l'usine ».

Et voici, d'autre part, ce qu'écrivit Monsieur l'Administrateur en chef Béréni, envoyé en mission à la Réunion en novembre 1924, afin d'examiner les conditions d'existence et de travail des Antandroys.

« C'était donc un tour de force de recruter des volontaires dans le pays Androy, de les transformer du jour au lendemain en travailleurs réguliers, obéissant à la cloche, au sifflet, accomplissant une tâche mesurée à la « gaulette » dans les champs, réglée à la minute à l'usine ».

Ainsi cette main-d'œuvre inutilisée et inutilisable à Madagascar — nous dirons même souvent sujette à la disette et à la famine peut-être transportée à la Réunion où, encadrée des travailleurs de la vieille colonie elle sera éduquée, et d'où elle reviendra à Madagascar instruite et plus civilisée.

Si nous ajoutons à cela qu'on ne peut parler d'exil ou d'éloignement pour les Malgaches qui viennent à la Réunion, puisqu'en effet entre deux points de la grande Ile, Mananjary à Diégo-Suarez, il y a 75 heures de traversée, tandis que de Mananjary à la Réunion il n'y a que 40 heures, et si nous ajoutons encore que des rapports étroits ont toujours existé entre les deux îles, que 18.000 Réunionnais arrosent de leur sueur ce pays dont ils contribuent à la mise en valeur — ce qui fait plus de 10 % de la population de la Réunion qui a immigré à Madagascar, tandis que le petit contingent de trois à quatre mille immigrants qui est utile et nécessaire à la Réunion, forme une

partie infime de la population totale de Madagascar qui est de quatre millions, nous aurons des raisons de plus pour dire que cette légende du manque de main-d'œuvre à Madagascar a assez duré.

Aussi les efforts des colons réunionnais ne restèrent pas stériles, immédiatement après la guerre, des pourparlers eurent lieu qui aboutirent à une première immigration malgache de 3.000 Antandroys à partir de 1922.

Section II. — L'immigration Antandroy, 1922-1927.

En 1922, Monsieur le Gouverneur Général de Madagascar Garbit, qui avait été en 1912, Gouverneur de la Réunion, et s'était fait, à ce titre, une idée exacte des besoins de la main-d'œuvre de la petite île, décidait une immigration de trois mille Antandroys, en faveur des colons réunionnais.

Les contingents vinrent d'une région où régnaient la famine et la disette, dans la province de Fort-Dauphin, recrutés d'ailleurs sur les indications de Monsieur Viernè, dont nous avons parlé plus haut.

Le 27 septembre 1922, arrivait à la Réunion un contingent de

542 hommes.

148 femmes

5 enfants.

695 total.

En mars 1923, un autre contingent :

840 hommes

228 femmes

9 enfants

1067 Total.

Le troisième contingent arriva le 10 mars 1924 :

1020 hommes

167 femmes

8 enfants

1195 Total.

Ce qui fait en tout 2.957 Autandroys répartis sur 214 propriétés.

Le contrat de travail avait une durée de trois ans. Une prime de 120 francs était versée le jour de la signature du contrat. Un salaire mensuel de 30 francs pendant les deux premières années, 35 francs la troisième, nourriture, logement, habillement, soins médicaux : tout était prévu et mis comme de juste à la charge de l'employeur. Transport gratuit pour l'Antandroy, sa femme et ses enfants, rapatriement également à la charge de l'employeur — à consigner par l'engagiste à l'administration de la Province de Fort-Dauphin les trois années d'impôts à devoir par l'indigène, à charge par la colonie de Madagascar de rembourser l'employeur pour le cas de décès de l'indigène ou de retour anticipé.

Il est à remarquer que le prix de revient du travailleur Antandroy est plutôt élevé, et si nous le com-

parons au prix actuel de la journée créole qui est à peu près de 8 francs net, nous pouvons voir que le bénéfice réalisé par l'engagiste réunionnais est assez moyen, vu surtout que comme productivité, le travail du créole est infiniment supérieur à celui de l'Antandroy.

Sous quelle réglementation est placé le Malgache à la Réunion ?

Le contrat d'immigration ne prévoyait pas le régime de police sous lequel serait placée la main-d'œuvre Antandroy à la Réunion; des controverses eurent lieu à ce sujet et la question vint se poser devant les juridictions de droit commun. Le juge de paix du canton de Saint-Suzanne eut à se prononcer en octobre 1923 sur une affaire de poursuites disciplinaires contre des Malgaches ayant passé outre à certaines dispositions du décret du 27 août 1887, réglementant l'immigration à la Réunion. L'art. 101 de ce décret fixait la compétence du Juge de Paix : Le magistrat de Saint-Suzanne rendit un jugement d'incompétence, motivé par le fait que ce décret spécial aux travailleurs étrangers ne devait pas decevoir son application quant aux Antandroys sujets français.

La Cour d'Appel de Saint-Denis en un arrêt du 22 Février 1924 a infirmé cette décision de justice : « Attendu que dans son article 2, le décret du 30 Mars 1881 restreint l'application des décrets de 1852 précités aux seuls travailleurs bénéficiaires d'un engagement de travail, qui sont d'origine Asiatique ou Africaine, sans que, dans cet article pas plus que dans

les textes de 1852, il soit fait de distinction entre sujets français et sujets étrangers; qu'il en résulte, dès lors, que des sujets Français, aussi bien que des sujets ressortissant à une nationalité étrangère peuvent valablement s'engager dans les liens du contrat de travail défini par les décrets de 1852, pourvu qu'ils soient de provenance Asiatique et Africaine.

« Attendu qu'à ces divers textes est venu s'ajouter un décret du 27 août 1887, portant réglementation à la Réunion,

« Déclare que le décret du 27 août 1887 doit recevoir son application vis-à-vis des Antandroys ».

Il était impossible de faire bénéficier aux Malgaches du régime du droit commun du travail. Seules pouvaient s'appliquer les dispositions du décret du 13 février 1852 et du 27 Mars 1852, réglementant l'immigration et le régime du travail à la Réunion.

A la cessation de l'immigration Indienne en 1882, des pourparlers eurent lieu avec l'Angleterre pour modifier le régime trop dût de 1852 sur l'immigration, ce qui aboutit au décret du 27 août 1887, beaucoup plus souple et plus libéral. Or, ces décrets de 1852 que l'Angleterre trouvait trop sévères pour ses ressortissants, sujets étrangers, allions-nous vouloir les appliquer aux Malgaches, sujets français ? L'immigrant du décret de 1887 était sur certains points mieux protégé que le travailleur créole lui-même, par exemple l'art. 156 du décret de 1887 punit d'un emprisonnement de 6 jours à 1 mois de prison et d'une amende de 16 à 25 francs tout engagiste qui porte contre son engagé une plainte reconnue fausse ou mal fondée.

C'est donc en s'inspirant d'un esprit humanitaire que la Cour d'Appel de Saint-Denis avait assimilé les immigrants Malgaches aux immigrants étrangers : le texte de la réglementation ne parlant d'une manière générale que des travailleurs d'origine Asiatique et Africaine.

Néanmoins c'était étrange de voir des travailleurs Français en pays Français, astreints aux décrets appliqués aux sujets étrangers; aussi le Ministre des Colonies de l'époque, Monsieur Daladier, exposait-il son opinion, dans une lettre du 3 Novembre 1924 au service de l'immigration à la Réunion. « D'autre part, j'ai à vous signaler l'interprétation donnée à la législation applicable à la Réunion, au sujet du statut juridique des Malgaches immigrés. Cette question s'est posée à la suite du jugement rendu le Mon département ne s'entend pas s'immiscer dans une question juridique. Il apparaît toutefois que si la législation en vigueur est insuffisante sur ce point, il vous appartient de prendre toute initiative voulue en vue de la faire modifier utilement.

Un décret du 30 juillet 1926 est venu alors déclarer inapplicable aux Malgaches, les dispositions du décret du 27 Août 1887, de sorte que les Malgaches étaient entre deux régimes, c'est-à-dire sans aucun statut. Il fallait sortir de cette impasse, des échanges de vues eurent lieu entre les autorités intéressées à Madagascar et à la Réunion, tout d'abord il a été ordonné que le décret du 22 Septembre 1925, réglementant le travail à Madagascar, s'appliquerait aux Antandroys immigrés à la Réunion (décret du 10 Février 1927), mais

on a trouvé que cette réglementation de 1925 pour Madagascar, n'était nullement pratique pour les Antandroys à la Réunion.

Le Gouvernement de la Réunion a été ainsi amené à proposer une réglementation spéciale pour les Malgaches, celle du décret de 1887 étant toujours en vigueur, pour les immigrants étrangers. Ce projet de réglementation était en cours de préparation, lorsque l'immigration Antandroy cessa.

Comment est organisée la protection des immigrants Malgaches ?

Outre certaines clauses prévues dans leur contrat de travail et les dispositions prises dans les décrets, trois organes collaborent à la surveillance et au contrôle de l'immigration Malgache à la Réunion.

1° Le Service de l'immigration;

2° Le Délégué du Gouvernement Général de Madagascar;

3° Les missions.

1° le service de l'immigration qui a à sa tête le Protecteur des Immigrants, ne diffère en rien de celui dont nous avons parlé pour l'immigration indienne; ce service fonctionne normalement et a donné de bons résultats; mais pour le cas d'une immigration permanente et plus importante, il faudrait peut-être renforcer les cadres.

2° le Délégué du Gouvernement Général est investi des droits conférés aux consuls étrangers pour leurs nationaux; les immigrants sont autorisés à se rendre auprès de lui et il peut signaler aux services compé-

tents, leurs plaintes et leurs réclamations; il a le droit d'intervenir aux audiences disciplinaires. Aucun contrat ne peut être renouvelé sans être soumis au visa du représentant du Gouvernement Général;

3° Le troisième organisme pour la protection des Malgaches, consiste en des missions qui ont pour but d'examiner les conditions d'existence et de travail des immigrants. De 1922 à 1926 il y eut 3 missions à la Réunion.

Quelles ont été les relations des immigrants Malgaches avec la population créole ?

On peut dire d'une manière générale que l'Antandroy a fait bon ménage avec le travailleur créole qu'il connaissait déjà pour l'avoir fréquenté à Madagascar et avec lequel il avait l'habitude de se mêler et de frayer.

Les Malgaches d'ailleurs ne pouvaient pas être considérés à la Réunion comme des rivaux de la main-d'œuvre locale; leur éducation au travail était à faire et les besognes délicates et spéciales ne pouvaient leur être confiées : ils ont été accueillis comme des auxiliaires travaillant sous les ordres et la direction du « Commandeur » créole. Aucun conflit grave ne s'est jamais produit avec la population réunionnaise et s'il y eut quelquefois des frictions, elles n'ont jamais été causées par des compétitions touchant au travail et aux salaires, mais par de modiques détournements, dans les champs et sur les propriétés, commis par l'Antandroy : vol de manioc, de maïs, de bananes, d'animaux, car la gloutonnerie de l'Antandroy est cho-

se bien connue et elle le pousse même à recourir au vol pour la satisfaire.

Contrairement à certaines races d'immigrants qu'on a connues à la Réunion, l'Antandroy de mœurs douces et paisibles n'est pas venu troubler la bonne moralité et l'harmonie de la société créole, ils respectaient les femmes et les enfants, aucun d'eux n'a jamais été poursuivi pour attentat à la pudeur, aucun crime n'a été commis : l'Antandroy n'a à son passif que les débits de vol dont nous parlions plus haut et son tempérament quelquefois paresseux et toujours indépendant.

Certains d'entre eux se sont mariés avec des femmes du pays, les uns légitimement, les autres à la mode Androy et il y en a qui sont restés à la Réunion après les trois ans de leur contrat.

Quel est la valeur du travail Antandroy ?

Le rendement du travail Antandroy a été diversement apprécié à la Réunion; le premier contingent envoyé en 1922, donna toute satisfaction aux colons; mais il semble que les Malgaches envoyés par la suite, se montrèrent avec quelques mauvais penchants : paresseux, voleurs, animés d'un grand esprit de liberté; cela n'empêche que, mêlés aux travailleurs créoles, ils aidèrent fortement au travail des champs.

Voici ce que nous écrivait, à ce sujet, il n'y a pas bien longtemps, de la Réunion, une des personnalités les plus connues de l'île et bien placée pour parler de ces questions : « Ces hommes, qui mourraient de faim chez eux, bien nourris à la Réunion, adaptés à

nos méthodes de travail, nous rendirent de grands services et nous vîmes dès la deuxième année, nos cultures changer d'aspect et nos usines manipuler un sixième de plus.

« Mais ces résultats ne devaient pas durer longtemps, et le retour dans la grande île des Antandroys que les chambres consultatives réclamaient comme nécessaires à la vie économique de Madagascar, nous priva encore d'un appoint de main-d'œuvre indispensable ».

En effet en 1925, Monsieur le Gouverneur Général de Madagascar faisait connaître au Gouverneur de la Réunion, son intention et ses raisons de supprimer l'immigration Malgache dans la lettre qui suit :

Le Gouverneur de la Réunion,
Saint-Denis.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec M. le Président du Conseil Général de la Réunion de la question du recrutement de la main-d'œuvre, dans le Sud de Madagascar, au profit de la Réunion, M. Lagourgue a pu se rendre compte par les explications et les documents que je lui ai fournis — et aussi par les renseignements qu'il a recueillis auprès de diverses personnalités — combien est réelle la pénurie de travailleurs dans la Grande Ile) et combien grave et même argoissante est, pour l'Administration comme pour les particuliers, la situation qui en résulte. Les considérations que je vous ai exposées à ce sujet dans ma lettre n° 796, du 17 avril dernier, conservant toute leur valeur, et, pour vous permettre d'apprécier leur bien fondé je citerai le fait suivant. En 1922, époque à laquelle la Réunion a été autorisée à engager des Antandroys, ni l'Administration, ni les colons n'avaient encore eu besoin de faire appel à ces indigènes. Depuis Avril 1924, le Chef de la Province de Fort-Dauphin a reçu, des divers points de la Grande Ile, des demandes portant sur 3.624 travailleurs, dont il n'a pu, à ce jour, recruter que 1.272. Ces chiffres montrent les modifications survenues à Madagascar

dans ces dernières années et provoquées par le développement aussi bien des cultures indigènes que des entreprises européennes. La situation est semblable dans la province de Farafangana dont les habitants, qui ont de tout temps, eu l'habitude d'aller s'employer dans les autres régions de la Colonie, n'émigrent plus en assez grand nombre pour satisfaire toutes les demandes, malgré les efforts des recruteurs de plus en plus nombreux, et les offres de salaires de plus en plus forts.

Il est, par suite, compréhensible que la colonisation, qui avait vu avec indifférence les premiers recrutements pour la Réunion, fasse entendre des doléances aussi vives que justifiées à l'encontre de tout nouvel exode de travailleurs de Madagascar. Le Gouvernement local qui, de son côté, ne se procure qu'avec peine, la main-d'œuvre nécessaire aux chantiers des travaux publics, ne peut donc favoriser des recrutements supplémentaires d'Antandroys pour la Colonie voisine, si restreint qu'ils puissent être et quelque avantageux que soient les traitements offerts. C'est ce que j'ai dû exposer à M. Lagourgue, en même temps que j'en rends compte au Ministre des Colonies.

Nous avons déjà dit plus haut ce que nous pensions de ce fameux manque de main-d'œuvre à Madagascar; l'argument n'est pas né en 1925, il était déjà donné en 1902 avec même, en plus, des projets d'immigration Indienne et Chinoise qui, il est superflu de le dire, n'ont jamais été réalisés. Seulement, nous sommes heureux de remarquer dans cette lettre, que Monsieur le Gouverneur Général constate lui-même qu'il a existé une période pendant laquelle « la colonisation a pu voir avec indifférence, les premiers recrutements pour la Réunion ». Cette période, celle à partir de 1922, elle ne date pas de bien longtemps, et pourtant il faut voir l'essor économique merveilleux de Madagascar à ce moment !

Mais ce ne'st pas la main-d'œuvre qui fait défaut à

Madagascar, si les colons ne trouvent pas de main-d'œuvre, c'est parce que le Malgache ne veut pas travailler. L'obliger au travail, en faisant de la rupture de ce contrat, un délit pénal ? les moyens de coercitions n'ont jamais rien donné pour obliger quelqu'un à faire ou à ne pas faire quelque chose, d'autant plus que cette méthode ne répond pas aux principes humanitaires qui ont toujours inspiré la politique coloniale française. Ce qu'il faut, c'est amener l'indigène de lui-même au travail, faire son éducation de travailleur, éveiller sa curiosité, lui créer des besoins puisque pour pouvoir les satisfaire, il sera obligé de gagner ce avec quoi on les satisfait : c'est-à-dire l'argent, donc travailler (à condition, bien entendu, que son salaire soit suffisamment élevé) — et, nous disons, que la petite île de la Réunion, vieille colonie, aux cadres déjà constitués, qui depuis longtemps a mérité son renom de « Colonie Colonisatrice » en envoyant dans les multiples parties de notre empire colonial des milliers d'administrateurs, de magistrats, de professeurs, de médecins, d'instituteurs, etc...; en se pourvoyant elle-même de la main-d'œuvre qui lui manque, peut utilement aider à la formation du travailleur Malgache : Tout le monde y trouverait son profit, et, il nous est agréable de citer ici, les conclusions de Monsieur Henri de Busschère dans son rapport déjà cité sur « Les Malgaches à la Réunion » (1925 :

L'essai d'immigration tenté à la Réunion par M. le Gouverneur Général GARBIT, a profité aux deux Colonies et à la Métropole.

La Colonie de la Réunion a pu augmenter de 15.000 tonnes sa production sucrière et par voie de conséquence, sa production d'alcool. Le Budget local a encaissé un supplément de droits de sortie et de taxes de consommation.

La Métropole a importé et utilisé cette surproduction réclamée par elle-même.

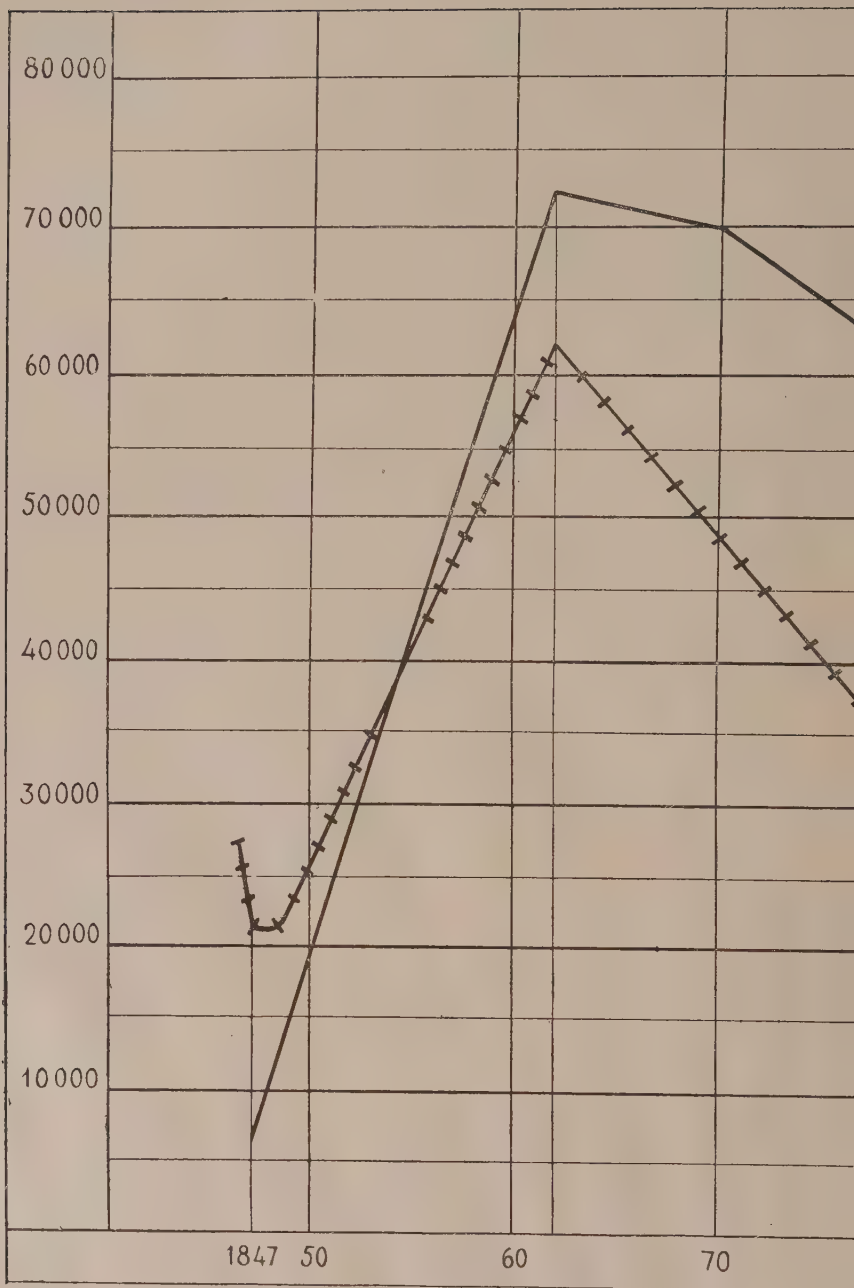
Les Compagnies nationales de Navigation ont transporté, les douanes françaises encaissé.

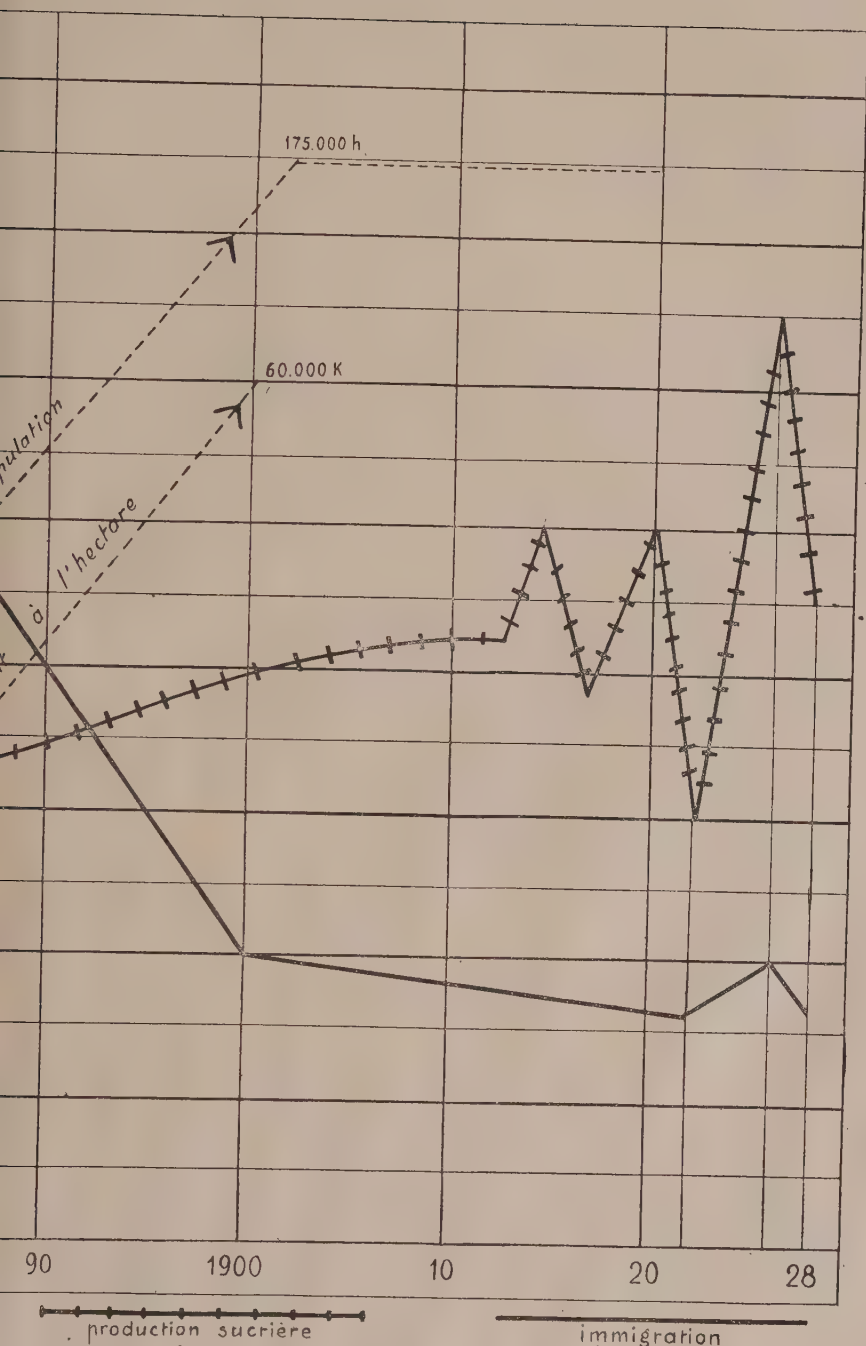
La Colonie de Madagascar a vu un million et demi de salaires venir en aide aux populations malheureuses du pays Androy, elle a fourni des milliers de tonnes de riz et de grains pour la nourriture des immigrants qu'elle nous cédait.

Trois mille sujets partis en 1922, vêtus de quenilles, presque sauvages, sont revenus et reviennent avec de l'argent, des vêtements et la connaissance de travail dans les champs, les usines, sur les routes, sachant parler un peu de français et ayant acquitté leurs impôts.

Le tour de force réalisé — pour employer l'expression de M. Bérén — a profité à tout le monde et a répondu aux nécessités du problème d'entre aide coloniale et de surproduction, au moment où la Métropole demande beaucoup à ses Colonies sous forme de multiples participations.

En 1925, le premier contingent Antandroy quittait la Réunion; les deux autres suivirent en 1926 et 1927 et depuis l'immigration Malgache n'a pas encore été reprise.





CHAPITRE VI

Résultats généraux de l'immigration à la Réunion et ses effets sur la richesse économique du pays.

La courbe de richesse du pays est-elle proportionnelle au nombre d'immigrants introduits dans le pays? Pour nous rendre compte du développement économique du pays, nous nous baserons sur la production du principal produit : le sucre, puisque la Réunion peut être considéré comme un pays de monoculture de la canne à sucre.

Voici les chiffres qui nous sont donnés sur l'immigration à la Réunion par Monsieur Dolabarrats, ancien directeur du Crédit Foncier Colonial, dans une séance à l'Union Coloniale Française, le 28 Avril 1908. Ce rapport donne les moyennes décennales suivantes:

Années	Sucre	Immigrants
1850-60	44.350.687	40.000
60-70	48.413.586	70.000
70-80	31.982.367	60.000
80-90	32.061.167	40.000
90-00	38.869.135	20.000

La production sucrière qui était tombée à 21.700 tonnes en 1848, dépassait dès 1851, le cours normal d'avant l'émancipation avec 26.000 tonnes. Il y avait dans le pays au moment de l'émancipation, à peu près 7.000 immigrants; de 1850 à 1860, la moyenne des immigrants passe à 40.000 et la production sucrière monte de 26.000 à 44.800 tonnes, les effets de l'immigration se manifestent ici d'une manière éclatante.

De 1860 à 1870, la moyenne des immigrants est de 70.000, augmentation de 30.000 et la production n'augmente seulement que de quatre milles tonnes : 1862 est une année qui a marqué dans la vie économique du pays; avec son armée de 72.000 immigrants, la production sucrière dépasse 60.000 tonnes: production encore proportionnelle à l'immigration. Mais cette prospérité ne devait pas durer, nous avons vu la crise de 1867, concurrence de sucres de betteraves, mévente, c'est cette année que les sucres coloniaux sont assimilés aux sucres métropolitains, difficultés avec l'Angleterre pour les Hindous. Ce sont les mauvaises dernières années de ce décade qui expliquent la faible augmentation de la production malgré les 30.000 immigrants de plus.

De 1870 à 1880, la production diminue et tombe à 31.900 tonnes, suivons ici ce que dit Monsieur Dolabaratz, dans son rapport de 1908.

« De 1870 à 1880, cette production fléchit, cela tient à ce que dans cette période de 10 années, la colonie a subi huit cyclones.

« De 1880 à 1890, elle n'en subit qu'un seul et ce-

pendant la production ne se relève pas, le nombre des travailleurs étrangers diminuant.

« Mais vers cette époque, de grandes améliorations étaient apportées à la culture de la canne et à la fabrication. Au cours de 15 années, de 1880 à 1895, le rendement à l'hectare triplait presque, tandis que le rendement des cannes à sucre dans les usines augmentaient de 1 %, alors que la superficie cultivée en cannes diminuait de 40 %.

Monsieur Dolabarratz donne ensuite les chiffres d'augmentation à l'hectare.

1880	23.500 kg.
1885	35.500 »
1890	47.500 »
1900	60.000 »

C'est, il n'y a aucune doute, en ne tenant pas compte des efforts des colons et des améliorations faites que certains ont pu émettre cette opinion inexacte que la Réunion maintenait à partir de 1882, sa production sucrière, malgré la réduction considérable de ses immigrants.

De 1900 à 1914, la production moyenne est d'un peu plus de 40.000 tonnes; quelques milliers d'immigrants furent introduits pendant cette période.

La guerre amena la destruction des usines sucrières du Nord de la France, et une hausse considérable du prix des sucres; la fin de la guerre et l'après-guerre est une nouvelle période de grande prospérité pour la Réunion; en 1917 et 1919, la production sucrière atteint 50.000 tonnes pour subir ensuite une crise et

tomber en 1921 et 1922 aux environs de 30.000 tonnes.

C'est en 1922, que commence l'immigration Malgache; nous voyons la production bondir et dépasser 60.000 tonnes en pleine immigration en 1926; le haut prix des sucres a fait monter la production sucrière à 50.000 tonnes en 1917 et 1919, cette fois-ci elle dépasse 60.000 tonnes : le fait nouveau de l'immigration Malgache peut être considéré comme la cause propre de cette nouvelle augmentation de 10.000 tonnes.

Pour retrouver ce chiffre de 60.000 tonnes, il faut remonter à l'année 1862, au moment où la Réunion avait une armée de 72.000 immigrants, or l'immigration de 1926 n'est seulement que de 3.000 Antandroys! C'est qu'à côté des grandes améliorations faites dans la culture de l'industrie de la canne à sucre, il y a un autre fait : la population de la Réunion a augmenté de 132.000 habitants en 1880 à 175.000 en 1902. Aujourd'hui la Réunion n'a plus besoin d'un armement complet de travailleurs; c'est un complément, un appoint de main-d'œuvre demandé par son agriculture qu'il lui faut une légère amplitude dans la courbe des immigrants suffit maintenant à faire monter sa production sucrière dans des proportions intéressantes.

De tout ce que dessus, il résulte que l'étude du graphique des courbes de production sucrière et de l'immigration peut se diviser en trois périodes distinctes :

1° de 1847 à 1880, période pendant laquelle l'immigration a fonctionné normalement, la richesse du pays varie avec le nombre d'immigrants;

2° de 1880 à 1914, période pendant laquelle l'immi-

gration diminue, la production sucrière, non seulement se maintient, mais à tendance à augmenter, les efforts de modernisation des colons et l'augmentation de la population en sont les causes;

3° de 1914 à 1927 : un faible concours d'immigrants suffit à faire monter la courbe sucrière; la Réunion n'a plus besoin que d'un appoint de main-d'œuvre.

On peut dire que les périodes d'immigration ont été des périodes de richesse pour le pays, mais il y a évidemment d'autres faits qui peuvent agir sur l'économie de l'île par exemple, le prix des sucres, le mauvais temps, les cyclones, mais, si comme cela s'est produit en 1926, la hausse des sucres et l'immigration viennent ajouter leurs effets, nous voyons la production sucrière augmenter dans des proportions qui justifient amplement pour la colonie l'utilité et la nécessité d'un complément de main-d'œuvre.

Dès 1925, alors que les contingents Malgaches commençaient à partir, certains champs furent abandonnés « je puis citer le cas, dit Monsieur De Busschère, d'un propriétaire qui, avant l'arrivée des Antandroys avait pu planter en cannes, 2.000 « gaulettes » et qui, depuis, était arrivé à 10.000. Les Antandroys s'en allant, il a abandonné la moitié des terrains qu'il avait préparés pour recevoir les souches. C'est le régime de la restriction de la production, chacun est obligé de renoncer à travailler, et par son travail, à prospérer et à faire prospérer la colonie. Des travailleurs se croisent les bras impuissants. Certains songent à fermer les usines dès l'annonce d'une baisse quelconque et à s'en aller. C'est une crise très dure ».

En 1927, la production retombait à 50.000 tonnes, en 1928 à 37.000, grâce aussi, il est vrai, au temps qui n'a pas été favorable aux cultures.

CHAPITRE VII

Essai de solution du problème de la Main-d'œuvre à la Réunion.

- I. Les causes du manque de main-d'œuvre.
- II. Immigration ou non immigration.
- III. Différents remèdes au problème.

PREMIERE SECTION

Les causes du manque de main-d'œuvre

Que l'île de la Réunion n'ait pas suffisamment de travailleurs manuels, cela n'est pas discutable, et cependant si nous considérons sa population qui est d'environ 175.000 habitants et sa superficie qui est de 2.500 km², nous voyons que le nombre d'habitants par kilomètre carré est de 70, ce qui est au moins égal à la densité de la France.

Pourquoi alors la Réunion manque-t-elle de main-d'œuvre ?

Notons tout d'abord que l'île exporte une partie de son capital humain, elle a ce que nous appellerons, une surproduction de son élite intellectuelle. Pays in-

sulaire, de tous côtés ouvert sur la mer, ce sont des milliers d'instituteurs, d'administrateurs, de médecins, de magistrats, de professeurs, etc..., qu'elle envoie dans toutes les parties du vaste empire colonial français, aussi bien que dans la Métropole. A Madagascar qui est sa plus proche voisine, l'île a envoyé plus de 18.000 de ses enfants. Les créoles qui sont arrivés à un stade de civilisation avancé, ont le légitime désir de vouloir s'instruire et c'est courant, de la part de l'agriculteur, d'envoyer ses fils soit à l'École primaire, soit au Lycée, pour acquérir des diplômes : voilà des bras qui sont perdus pour le travail de la terre.

O fortunatos nimium, sua si bona norint, Agricolas ! » (1).

Tout ne consiste pas aussi à parler de la densité d'une population; il faut tenir compte de la qualité du terrain sur lequel on travaille, du genre de cultures auxquelles on s'adonne et de la productivité du travailleur.

Or, pour la Réunion, il est presque impossible de travailler avec la charrue; l'île est d'origine volcanique, l'agriculteur opère sur un sol de roche basaltique et il rencontre des obstacles pour défricher, fouiller les trous de cannes, gratter, etc...

Maintenant, la canne impose un travail nécessitant plus de bras que pour tout autre culture; le sol doit être mis en état pour recevoir les jeunes pousses, il faut ensuite les dépailler plusieurs fois, et, au moment

(1) « Heureux, trop heureux, l'homme des champs, s'il connaissait son bonheur ! »

de la coupe, on doit en l'espace de quelques jours, jeter par terre des millions de kilogrammes de cannes; Il y a encore à les amener aux moulins et les cannes sont trop souvent dirigées sur les usines au moyen de chemin de terre, qu'il faut entretenir, et, le transport, au moyen de charrettes, immobilise un personnel important de conducteurs (sur ce point d'ailleurs, une évolution s'est faite; on voit maintenant un certain nombre de camions transportant les cannes à l'usine, mais combien encore insuffisants).

Déserte, lors de sa colonisation, l'Ile de la Réunion a toujours eu besoin de bras étrangers, l'immigration est de tradition dans le pays, déjà quelques années après la suspension de l'immigration Indienne en 1880 le manque de main-d'œuvre apparaissait comme un fait brutal.

A une réception de M. le sénateur Drouhet, par les Chambres de Commerce et d'Agriculture, le 18 juin 1903, M. Dolabaratz s'exprimait ainsi :

« S'il n'est pas remédié au manque de main-d'œuvre, le résultat n'est pas douteux, vous verrez succomber la plupart des usines. Alors il y aura surabondance de bras pour celles qui, placées dans les meilleures conditions, auront pu traverser la crise. Vous verrez la main-d'œuvre créole tomber à 0 fr. 75 et le change monter à 30 % et peut-être davantage. Et ce n'est pas là une vaine hypothèse, c'est ce qui se passe actuellement à la Guadeloupe. »

La situation d'avant-guerre était très triste, on n'a qu'à s'en référer à la comptabilité des banques pour voir combien nombreuses étaient les propriétés alors

endettées, mais survint la guerre et puis la hausse des sucres.

Actuellement un facteur nouveau d'une importance considérable, vient encore surcharger la main-d'œuvre existante dans le pays, ce sont les ravages commis depuis le début du 20^e siècle par le paludisme qui épuise le travailleur et lui interdit de donner son plein rendement.

M. R. Payet, ingénieur-chimiste, dans une étude sur l'Industrie Sucrière à l'Île de la Réunion, publiée à Paris dans l'*Echo d'Outre-Mer* du 27 Août 1929, disait ceci :

« Le paludisme y sévit d'une façon rigoureuse, il ôte à l'homme l'appétit, lui rend le travail impossible, le rend sous-consommateur dans un pays qui l'est déjà. Cet homme, il se satisfait du produit de quatre journées de travail, au cours d'une semaine, ou mieux, il végète d'un champ abandonné du propriétaire, faute de main-d'œuvre ».

Voici encore dans un exposé de programme aux élections municipales de Saint-Denis du 5 Mai 1929, comment s'exprimait le conseil sortant :

« Mais la ville aura beau nettoyer ses places et ses rues, elle restera malsaine tant que le paludisme ne sera pas extirpé, tant que des millions d'anophèles sortis des emplacements privés, empoisonneront de mort le sang de ses habitants. C'est sur la bonne volonté de tous qu'il faudrait pouvoir compter, sur l'adhésion collective et complète aux règles de l'hygiène antipaludique. Voilà la grande croisade à entreprendre, sans préjudice bien entendu des mesures administratives

sur lesquelles d'ailleurs, la Municipalité et le Service de Santé ont depuis longtemps réalisé l'accord ».

Les tables de mortalité donnent pour 1928 plus de 30 décès pour 1.000 habitants, alors qu'en France, pays d'Europe, où la mortalité est déjà élevée, la moyenne est de 16,5 pour 1.000. La population générale se maintient grâce à un pourcentage intéressant de naissances : 40 pour 1.000 habitants; mais ici encore, une surprise désagréable : la mortalité infantile augmente d'une manière considérable, 290 pour 1.000 décès en 1927, 333 en 1928.

Nous avons déjà dit que la Réunion a vu sa population passer de 1880 à 1902, de 132.000 habitants à 175.000, mais depuis lors, elle est demeurée stationnaire. Remarquons que cette augmentation est due en grande partie à la naturalisation des immigrants qui sont restés dans le pays après la suspension de la convention de 1882 avec l'Angleterre.

M. Colson constatait que faute de main-d'œuvre, les hectares cultivés en cannes étaient passés de 60.000 en 1869 à 32.000 en 1905; actuellement on peut évaluer à 30.000 ce nombre d'hectares.

Il y a certes, quelques terres qui ont été adonnées à d'autres cultures; mais si l'on avait suffisamment de main-d'œuvre pour remettre les autres en état, quelle richesse pour le pays avec l'outillage perfectionné dont dispose actuellement ses usines. Ce serait sa production plus que doublée, surtout, le jour où la Réunion sera dotée des engrais chimiques de sa grande usine hydro-électrique dont la construction est déjà commencée.

DEUXIEME SECTION

Immigration ou non immigration

Maintenant que nous avons vu les causes du manque de main-d'œuvre à la Réunion, comment résoudre ce problème ? Est-ce par l'immigration ? L'immigration consacrée par son siècle d'existence, dont les résultats comme nous l'avons vu sont des plus favorables, puis que à chaque apport d'immigrant à correspondu chaque fois une augmentation de la production sucrière, immigration ! dont on a pu dire que son histoire se confond avec celle de la prospérité du pays!

Partisans et adversaires de l'immigration se querellent depuis longtemps des hommes éminents comme Schœlcher et Paul Leroy-Beaulieu ont insisté tout particulièrement sur les inconvénients de l'immigration.

Au point de vue moral, disent-ils, on se trouve en présence d'une population peu intéressante, leur existence dans nos colonies est souvent une cause de troubles et de désordres. Ils appartiennent à la lie de la population de leur pays d'origine, n'ayant pas de famille, ne comptant qu'une femme parmi eux pour au moins 5 hommes, ils prennent des mœurs d'un cynisme des plus abjects. D'ailleurs ils conservent les habitudes, la langue, le culte de leur lieu de naissance. Ils apportent avec eux toutes sortes de maladies et nuisent à l'hygiène générale du pays.

Au point de vue du travail, l'emploi de la main-d'œuvre conduit à un gaspillage de bras; aucune amélioration n'est faite dans l'outillage et pour une culture plus scientifique de la terre. Nous avons vu, en effet, après 1880, date de la suppression de l'immi-

gration, les efforts couronnés de succès des colons réunionnais pour la modernisation des usines.

Au point de vue politique, l'immigration suppose l'ingérence de tous les instants de l'administration dans les affaires du colon et ce dernier est obligé de se soumettre à un règlement minutieux et à être sans cesse contrôlé. Quant au danger d'ordre international il peut être des plus graves; la production coloniale se trouve purement et simplement à la discrétion du pays d'émigration (dans toutes nos difficultés avec notre recrutement dans l'Inde, l'Angleterre nous l'a bien fait sentir). D'autre part, le fait d'avoir dans un pays, des milliers d'étrangers peuvent nuire à la sécurité de ce pays en cas de conflit avec la nation dont les travailleurs sont des ressortissants.

Tous ces arguments ne manquent pas de valeur, et nous retrouvons ce légitime état d'esprit dans une lettre collective adressée au ministre des Colonies le 31 octobre 1925 par les deux députés et le sénateur de l'Île de la Réunion, dans laquelle ils s'exprimaient ainsi : « Nous ne sommes pas de ceux qui considérons l'immigration comme la solution la plus logique et la plus recommandable du problème de la main-d'œuvre dans nos vieilles colonies sucrières. Elle n'est ni sans inconvénients sociaux ni sans quelque danger moral ».

Mais ne pouvons-nous pas répondre à cette thèse soutenue ci-dessus? Pour éviter les inconvénients de l'immigration, tout dépend, dirons-nous, de la qualité de l'immigrant et de la façon dont cette immigration est accomplie ?

Certes, si la Réunion avait reçu, comme sa voisine l'île Maurice, des effectifs énormes d'Hindous (dans les seules années de 1843 à 1863, l'île Maurice a reçu plus de 300.000 Hindous, tandis qu'à la Réunion, la matricule générale de l'immigration, compte 146.644 numéros, voilà à peu près le nombre des immigrants: Hindous, Africains, Chinois, introduits dans le pays de 1829 à 1924), nous assisterions à ce qui existe un peu à l'île Maurice : l'Indianisation du pays, les premiers colons forment un cercle de plus en plus restreint, anciens propriétaires, ils ont été dépossédés d'une partie de leur terre par les Indiens qui détiennent aussi entre leur main, tout le commerce de l'île. La production sucrière est des plus considérables, mais qui en profite ? Ce sont les Hindous, et la santé publique ? n'est-ce pas à Maurice que la peste existe à l'état endémique ? Heureusement pour la Réunion que l'Angleterre ne l'a jamais congratulée de gros contingents d'Hindous et, s'il a existé sur certaines propriétés un quartier Indien avec ses mœurs, ses coutumes, sa religion, les Malabars et les « Arabes » n'ont jamais mis en péril l'hérédité ethnique de la race créole et l'indianisation n'a jamais paru menaçante.

Et si nous nous retournons maintenant du côté de l'immigration Africaine, nous nous trouvons ici, en présence de gens qui se rapprochent énormément des affranchis de 1848 puisqu'ils sont originaires du même pays, restant dans cette même Afrique et regardant plus particulièrement cette immigration Malgache, nous avons vu que le Malgache et le créole se connaissent depuis longtemps, qu'ils ont toujours fait bon

ménage, que trois mille Antandroys ont vécu à la Réunion pendant trois ans, et que pas un crime, pas un attentat à la pudeur n'a été commis.

En ne recourant pas d'une manière exagérée à l'immigration et en faisant un choix parmi les différentes races, nous voyons qu'on peut arriver à réduire à néant beaucoup des inconvénients énumérés plus haut et voir la balance pencher du côté d'un immigrant sain, robuste et paisible.

A l'argument suivant lequel les immigrants concurrenceraient le travail créole, il faut remarquer que le travailleur créole plus intelligent et plus instruit, remplit en général des fonctions qu'on ne peut confier aux immigrants, auxquels sont réservés des travaux plus simples et plus rudes. Si, néanmoins, l'arrivée de travailleurs étrangers exerçait quelque répercussion sur le salaire du journalier du pays, quelle récupération de travail n'y aurait-il pas pour le commerce et les industries de la colonie ?

Mais, sans discuter ces avantages et inconvénients de l'immigration, un point est bien établi : la Réunion a avant tout, besoin d'un supplément de travailleurs, c'est la condition sine qua non du développement normal de son agriculture et de son industrie ; et, nous pouvons dire, qu'un complément de main-d'œuvre de trois à quatre mille immigrants, de population similaire à celle du pays, en bon état de santé, immigrants de nationalité française pour éviter toutes les complications d'ordre international, répondrait aux nécessités actuelles de la vie économique de la Réunion. Et, il n'y a pas de doute aussi, que le jour où la popula-

tion réunionnaise s'augmenterait de ce chiffre de travailleurs, le jour où les prolifiques créoles auront lutté avec succès contre le problème de la mortalité excessive, et auront réussi à retenir chez eux un nombre trop important de bras qui s'en vont vers d'autres cieux, ce jour-là, l'immigration cessera d'être une nécessité et le seul appel au travail créole suffira au pays.

Il faut remarquer ici, que cette nécessité d'un complément de main-d'œuvre ne se fait pas sentir d'une manière générale dans toute l'Ile : un certain nombre de localités sont déjà suffisamment peuplées et se sont prononcées d'une manière formelle contre l'immigration. Il en est ainsi surtout dans l'arrondissement Sous-le-Vent où la terre est plus fertile et la canne plus riche. Les propriétaires de ces régions n'ont pas jugé utile de prendre part aux différentes opérations tentées par les syndicats, pour faire venir des immigrants, ils n'en ont pas vu la nécessité, les introductions de travailleurs obligeant d'ailleurs à la mise au dehors de capitaux, et comportant bien des risques.

TROISIEME SECTION

Différents remèdes au problème

En dehors de l'immigration, comment lutter à la Réunion contre le manque de main-d'œuvres ?

L'exode d'une partie de la population de la Colonie vers les autres pays ne pourrait-elle pas, sinon tarir, du moins diminuer d'une manière intéressante ? La Réunion ne pourrait-elle pas retenir ses enfants à sa terre tout en les instruisant et en leur élevant l'esprit ?

ne pourrait-on pas par exemple, à côté de l'École Primaire, à côté du Lycée, créer comme cela a été esquissé pendant quelque temps, une école d'agriculture ? Comment ! Voilà un pays qui vit essentiellement de son agriculture, il apprend à lire et à écrire à ses enfants, mais il ne leur apprend pas à cultiver rationnellement sa terre !

Voici comme s'exprimait à ce sujet, Monsieur R. Payet, ingénieur-chimiste, que nous avons eu déjà le plaisir de citer, dans son étude sur « l'industrie sucrière à la Réunion » « Pas un atôme de technique, pas d'écoles, un service de l'agriculture inconnu de l'agriculteur, pas d'organes dûs à l'initiative privée; donc pas de politique agricole, et comme résultats : des terres qui portent cannes et maïs, qui sont de mêmes besoins depuis un siècle, sans apport de remplacements, des cannes malades, pauvres en sucre, aux jus particulièrement impurs, des souches qui crèvent dès la première coupe, et pour tout dire, trois tonnes de sucre à l'hectare, contre cinq à Maurice et dix tonnes aux Hawaï ».

Un de nos correspondants nous annonçait tout dernièrement qu'un directeur du Service de l'Agronomie avait été nommé à la Réunion; la question agriculture, en effet, va prendre bientôt une importance d'autant plus considérable que la colonie s'équipe en ce moment d'une importante usine hydro-électrique pour la production des nitrates; l'emploi des engrais chimiques va donner lieu à une généralisation de la culture scientifique et à un rendement à l'hectare certainement très supérieur à celui actuellement obtenu.

Mais, on nous dit, le créole est paresseux, il n'aime pas le travail de la terre; quelle erreur ! au contraire, il faut voir avec quel amour il cultive son « carreau » de cannes; il faut le voir dans sa cabane, avec ses animaux domestiques, plein de sollicitude et de bienveillance pour ses champs, rude et énergique pour lutter contre les cyclones, tenace et courageux pour en combattre les effets. Cette appréciation de paresse ne serait peut-être vraie que pour le journalier, celui qu'on appelle le « travailleur des champs », celui-là donne un travail beaucoup moins régulier, ne se rendant à la tâche que quatre jours par semaine, paresseux, en effet, on ne peut aussi guère compter sur lui. Peut-on remédier à cet état ? Que faire ? rendre par exemple le travail obligatoire ? Paul Leroy Beaulieu raconte que la société qui préside dans l'Australie Australe à l'exploitation des mines de diamant, a recours à un système tout particulier : elle fait signer à tout indigène qui se présente, un contrat de trois mois, l'ouvrier ensuite est parqué dans une cité ouvrière « compound » d'où il ne sortira plus pendant tout le temps de son engagement si ce n'est pour descendre dans la mine qui communique par un passage couvert et notre grand économiste déclare que lors de sa visite on lui a présenté un indigène qui se trouvait là depuis sept ans. Certains ont prétendu également, pourquoi ne pas donner des sanctions plus graves à l'inexécution du contrat de travail ? Pourquoi ne pas faire de sa rupture, un délit pénal, contrairement à la règle de droit qu'une obligation de faire ou de ne pas faire se résoud par des dommages-intérêts, créer une ex-

ception au profit de la législation coloniale et frapper de prison celui qui rompt un tel contrat.

Ce n'est pas à notre époque, dans un pays d'où est sortie la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et dont la politique coloniale a toujours revêtu un caractère d'association et de participation qu'on viendra défendre de pareilles théories. Pousser l'indigène au travail, l'éduquer, le civiliser, puisque la contre-partie des avantages de cette civilisation est le travail: voilà notre rôle ; mais le forcer, l'obliger à la tâche, cela nous n'en avons pas le droit. La Réunion est de plus, française depuis trop longtemps, le créole qui a les mêmes droits politiques que l'habitant de France, n'accepterait pas une pareille atteinte à sa liberté; le contraindre à cette obligation serait plus sûrement l'écarter de la terre.

Pour stimuler le créole au travail, il faut dit-on encore, relever son salaire, tout d'abord remarquons que ces salaires ont été bien relevés puisque de 1 fr. 50 avant-guerre, ils sont actuellement de 8 à 10 francs par jour, ayant même dépassé à un moment, le cours de 15 francs. Mais, fait curieux, noté aussi par des économistes qui ont étudié les questions de main-d'œuvre aux colonies : si on augmente trop le salaire, la quantité de travail au lieu de se maintenir au niveau antérieur, diminue et le journalier créole ne travaille déjà que quatre jours par semaine !

On a essayé, à la Réunion, de faire participer le travailleur aux bénéfices de l'exploitation. La participation aux bénéfices a été tenté par Monsieur Garsault au « Moulin Joli », soit par des bons de participation

et proportionnellement à leurs journées de présence avec un minimum acquis; soit avec des bases déterminées d'avance dans le partage des bénéfices : cette tentative, peut être trop scientifique, n'a malheureusement pas été comprise par les travailleurs, et n'a donné aucun résultat.

La Réunion est un pays où domine la grande propriété, bien que depuis la guerre, plusieurs morcellements ont eu lieu permettant au petit planteur, de devenir propriétaire à son tour. Comment attacher à la terre, les travailleurs qui n'ont pas un intérêt direct au rendement du sol ? Les gros propriétaires ont bien compris la question et ils ont remédié à cet état de chose par le colonage partiaire, mais encore insuffisamment employé sur les propriétés.

Tous ces remèdes peuvent-ils contribuer à augmenter le rendement du travailleur créole ? à notre avis, il faut chercher d'autres causes à cette nonchalance, à cette paresse; nous croyons, comme l'ont remarqué aussi certains, que son mauvais état de santé en est une des principales causes et nous arrivons ici, à ce grave problème de la lutte contre le paludisme. La Réunion, cet éden de l'Océan Indien, était un des pays les plus sains du monde; il a l'avantage d'avoir à côté de la zone chaude du littoral, des montagnes, des cirques, de hauts plateaux dont la température égale celle des pays d'Europe et qu'il est facile d'atteindre en quelques heures. La population, riche ou aisée ne se fait pas faute d'y aller pendant la saison chaude; là, le paludisme pas plus que le moustique porteur de germes, ne résistent d'une manière générale vu le

froid; dans ces conditions, pourquoi, dans ces régions saines, dans cet air vif et pénétrant, pourquoi, ne pas créer des sanatoria pour y faciliter le séjour d'une partie de cette population qui est vraiment digne d'intérêt ? Pourquoi ne pas envoyer dans un préventorium militaire, ces créoles inaptes au service qu'on voit trop nombreux sur les listes du Conseil de révision ? Ces jeunes organismes pourraient ainsi être rééduqués et devenir plus tard de solides travailleurs.

Donc, avant tout, des mesures d'hygiène, dont la principale, la chasse aux moustiques; l'île de la Réunion est un pays exceptionnellement favorisé en eaux, le nettoyage partout, le récurage des étangs, un système de voeries plus perfectionné, l'hydrothérapie, le capital humain est quelque chose dont il faut prendre un soin particulier, et qui se conserve plus difficilement que le capital-argent; laisser le travailleur périr dans le paludisme c'est attenter à sa vie et c'est aussi tuer la poule aux œufs d'or !

D'ailleurs dans ces dernières années, des efforts ont été faits à la Réunion pour améliorer la situation du travailleur : la loi de 1898 sur les accidents de travail a été promulguée à la Réunion, et nous savons que l'année dernière une compagnie d'assurance de Paris envoyait un inspecteur pour organiser une succursale dans l'île, à Cilaos, une route carrossable permettra bientôt aux anémiés et aux paludéens, de se rendre plus facilement dans un climat sain, l'initiative privée elle aussi, ne reste pas en arrière, on nous cite le cas d'un gros usinier de la Partie Sous-le-Vent qui, chaque année, envoie à ses frais, sur les hauts plateaux de

l'île, certains de ses employés qui ont eu le plus à souffrir de la mauvaise saison sur le littoral.

Mais, nous dira-t-on, où trouver l'argent pour toutes ces améliorations ? La Réunion est un pays où l'on ne paie pour ainsi dire pas un sou d'impôt direct, l'impôt sur le revenu, proportionnel et égalitaire, qui avait été tout dernièrement voté a été supprimé sans même recevoir une année d'application. Ce pays qui vit de son agriculture ne connaît pas l'impôt foncier, il s'appuie sur un système de taxations frappant le sucre et le rhum qui n'établit finalement, pas assez, sur qui pèse cette contribution : elle retombe sur l'usinier, rejaillit sur le planteur et n'a pour effet, que de créer des points de frictions entre ces deux activités du pays dont l'entente est pourtant si nécessaire à la vie de la colonie. Ne pourrait-on pas alors grever un peu plus directement le contribuable pour améliorer tant soit peu le sort du petit, s'il en est digne bien entendu ?

CONCLUSIONS

L'Ile de la Réunion, dépourvue de toute population autochtone lors de sa découverte, a toujours recouru à des bras étrangers pour cultiver son sol; bien que sa colonisation soit maintenant terminée et que le chiffre de ses habitants ait atteint 175.000, le manque actuel de main-d'œuvre, du moins dans une partie de l'Ile, est un fait indiscutable comme nous l'avons démontré.

Pendant plus d'un demi-siècle l'immigration indienne a donné de bons résultats puisqu'en 1862, avec une armée de 72.000 immigrants, la colonie voyait sa production sucrière dépasser 60.000 tonnes, chiffre qui, malgré les perfectionnements de l'industrie n'a pu être réalisé de nouveau que 60 ans plus tard en 1926 à la suite du prix élevé des sucres et avec l'aide d'un contingent de trois mille immigrants Antandroys.

L'histoire de l'immigration Indienne à la Réunion, c'est l'histoire de nos difficultés avec l'Angleterre qui a toujours eu pour politique constante de vouloir tenir à sa merci, le recrutement des travailleurs pour nos colonies. Y a-t-il à notre époque des possibilités de reprise de l'immigration Indienne ? Pour notre part nous n'y croyons pas; la mauvaise volonté séculaire des Anglais ferait peser d'un poids lourd dans la ba-

lance internationale les quelques milliers d'immigrants qui nous sont nécessaires; d'ailleurs l'immigration Hindoue existe-t-elle encore dans le monde ? n'est-elle pas pour ainsi dire arrêtée ? l'empire des Indes qui a acquis une demie-indépendance ne subit plus toutes les directives du Cabinet de Londres, et ce dernier ne saurait maintenant disposer des Hindous comme il le voudrait.

Les colons réunionnais firent de multiples efforts, mais en vain, pour rechercher des travailleurs en Afrique, en Indo-Chine, etc..., ces efforts furent récemment couronnés de succès à Madagascar (Immigration Antandroy 1922).

Nous avons vu dans les résultats généraux de l'immigration qu'aujourd'hui, la Réunion n'a plus besoin de forts contingents d'immigrants, les bras pour son agriculture, elle doit les trouver dans le pays, c'est simplement un appoint de trois à quatre mille travailleurs qu'il lui faut : nécessité de sa vie économique et condition sine qua non de l'existence dans la colonie d'une industrie prospère.

Où prendre ce supplément indispensable de main-d'œuvre ? nous savons quels sont les inconvénients d'un recrutement en pays étranger. Mais enfin, pourquoi faire appel aux autres nations ? La France n'a-t-elle pas un empire colonial assez vaste pour que ses colonies qui manquent de bras, puissent s'adresser aux colonies qui en ont des réserves, dans la mesure naturellement où ces emprunts peuvent se faire ? Certains inconvénients de l'immigration ne disparaîtraient-ils pas ainsi ? plus de difficultés d'ordre international,

un simple déplacement de sujets pour la Métropole : Il faut habituer les colons Français à être solidaires, nous dirons à se rendre mutuellement service; voilà dans quel sens doit s'orienter le problème de la main-d'œuvre, non seulement à la Réunion, mais dans toutes nos colonies; une politique d'union et d'entraide, réaliser en une cohésion de toutes les parties de notre empire colonial, l'unification de notre France d'outre-mer, voilà le but vers lequel il faut tendre et, pour cela, mettons délibérément de côté toutes ces mesquines rivalités de personnes qui, trop souvent, n'ont eu pour résultat que d'empêcher les réformes utiles d'aboutir.

La Réunion a justement à ses portes, à quarante heures de bateau, cette grande île de Madagascar avec plus de quatre millions d'habitants; nous avons vu qu'un recrutement de travailleurs à Madagascar était chose possible; nous avons étudié l'immigration Antandroy, ces populations primitives dont l'éducation est encore à faire, combien les trois années passées à la Réunion ont été favorables à ces immigrants, le temps de l'engagement constituant une sorte d'apprentissage dont a bénéficié par la suite, Madagascar. Voilà où la Réunion peut puiser les trois ou quatre mille immigrants qui lui font défaut : une reprise de l'immigration Malgache peut et doit normalement se faire et ce, jusqu'au jour où la population réunionnaise, devenue plus forte et plus nombreuse, l'île n'aura plus besoin de faire appel à l'extérieur pour avoir son effectif complet de travailleurs.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- Raphaël Barquisseau, Henry Foucque et H. Jacob de Cordemoy* : L'Ile de la Réunion : Paris 1923.
- Raphaël Barquisseau* : Une Colonie colonisatrice, Saint-Denis 1922.
- A. Bordier* : La Colonisation scientifique et les Colonies Françaises. C. Reinwald, éditeur, Paris 1884.
- Dufour-Brunet* : Histoire de l'organisation du travail à la Réunion, Saint-Denis 1893.
- Louis Brunet* : L'œuvre de la France à Madagascar. Hachette, Paris 1895.
- Auguste Cochin* : L'abolition de l'Esclavage. Paris 1861.
- Colson* : Culture et Industrie de la Canne à sucre aux Iles Havaï et à la Réunion. Paris 1903. (2^e édition, Challamel 1905) Paris.
- Fauvel* : L'immigration Indienne aux Mascareignes. Chaix, Paris 1892.
- Volsy-Focard* : 18 mois de République à l'Ile Bourbon. Saint-Denis 1863.
- Paul Hermann* : Histoire et Géographie de l'Ile de la Réunion. Delagrave, éditeur, Paris 1909.
- Chatelain* : De l'Immigration Africaine dans les colonies Africaines, Saint-Denis 1882.
- Leroy-Beaulieu (Paul)* : De la Colonisation chez les peuples modernes, Paris 1902.
- Schoelcher* : Polémique coloniale 1882-1886. Paris Dentu.
- Sarraut (Albert)* : La mise en valeur des Colonies françaises. Payot. Paris 1923.

THESES

Chardeze : De l'Intervention des pouvoirs publics dans émigration et immigration au XIX^e siècle. Etude historique. Paris 1898.

Costa-Lumio (Lucien) : Etude historique sur les origines de l'immigration réglementée dans nos anciennes colonies de la Réunion, la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane. Paris 1906.

Guiral (Paul) : L'immigration réglementée aux Antilles Françaises et à la Réunion. Paris 1911.

Robin : La question de la main-d'œuvre dans les colonies d'exploitation Françaises. Paris 1895.

Vickers (Lucien) : L'immigration réglementée à l'Ile de la Réunion, Paris 1911.

RAPPORTS. PROCES-VERBAUX. JOURNAUX

Bohn : Rapport sur la reprise de l'immigration Indienne dans l'Ile de la Réunion. (Marseille 1905).

F. Crépin et A. Hugot : Rapport sur la question de la main-d'œuvre et la reprise de l'immigration Indienne. Saint-Denis 1905.

Duprat : Réglementation du travail à la Réunion 1917. Saint-Denis.

Léonce Potier : Lettres sur le colonage partiaire, 1883.

Vinson Louis : Notes critiques sur la taxe imposée aux Asiatiques et Africains, Saint-Denis 1917.

H. Vienne : Projet de recrutement de main-d'œuvre à Madagascar, Saint-Denis 1921.

Henri de Buchère : Les Malgaches à la Réunion, 1925 Saint-Denis.

Bulletins commercial et Agricole de l'Ile de la Réunion.

Procès-verbaux de la Chambre d'agriculture de la Réunion.

Procès-verbaux de la Chambre de Commerce de Bordeaux, du Havre, de Marseille.

Procès-verbaux du Conseil Général de l'Ile de la Réunion.

Journaux de l'Ile de la Réunion.

Le peuple. La Paix. Les Echos. La Victoire Sociale.

Journaux de Paris :

La Presse Coloniale. L'Echo d'Outre-Mer.

Archives Coloniales.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction. - L'Ile de la Réunion, Histoire, Géographie, Races, Population, Colonisation, pages.....	9 à 12
Chapitre I. - L'Abolition de l'Escla- vage. Comment elle fut réalisée par le Commissaire de la République Sarda Gar- righa, Ses conséquences, Ses effets, Immi- gration et esclavage, pages.....	13 à 18
Chapitre II. - Immigration Africaine et Indienne 1848 à 1860, pages ..	19 à 26
Chapitre III. - Immigration Indienne 1860 à 1882 et essai de reprise de l'immigration Indienne 1897, pages	27 à 36
Chapitre IV. - Tentatives de recrute- ment de main-d'œuvre à Java, au Tonkin, en Chine, etc.. Diffé- rentes races d'immigrants, pages	37 à 40
Chapitre V. - La question actuelle de l'immigration Malgache.	
Section I. Un recrutement de main-d'œuvre est-il possible à Madagascar pour la Réu- nion? pages.....	41 à 52
Section II. Etude de l'immigration Autan- droys 1922-1927, pages....	52 à 64

Chapitre VI. - Résultats généraux de l'immigration et ses effets sur la richesse économique de la Réunion, pages.....	65 à 70
Chapitre VII. - Essai de résolution du problème de la main-d'œuvre à la Réunion.	
Section I. Les causes du manque de main-d'œuvre, pages	71 à 75
Section II. Immigration ou non Immigration pages.....	76 à 80
Section III. Différents remèdes au problème pages.....	80 à 86
Conclusions, pages.....	87 à 90
Bibliographie, pages.....	91 à 92
Table des matières, pages.....	93 à 94

R. HUGNIN, Imprimeur
41, rue Davy
47, rue des Apennins
PARIS XVII
